

























Red Latinoamericana y del Caribe para la Democracia Latin American and Caribbean Network for Democracy





















REMERCIEMENTS

Le CIVICUS Monitor est une collaboration de recherche continue entre l'alliance mondiale de la société civile CIVICUS et plus de 20 organisations partenaires de recherche qui ont fourni la majeure partie des données sur lesquelles se base ce rapport. La liste complète et la description de nos partenaires se trouvent ici.

L'équipe du CIVICUS Monitor est très reconnaissante de l'expertise et des conseils d'un comité consultatif qui passe en revue tous les changements de notation suggérés et fournit une orientation et des conseils généraux. Les membres actuels du comité consultatif sont : Salwa Abdel Wahed, Gayoon Baek, Myriam Hernández, Khoo Ying Hooi, Tiseke Kasambala, Ana María Palacios, Shariq Siddiqui et Shailendra Singh.

Marianna Belalba Barreto, Josef Benedict, Dom Perera, Débora Leão, Sylvia Mbataru et Ine Van Severen ont mené les recherches et rédigé ce rapport. Le rapport a été revu et corrigé par Andrew Firmin, Margaret Fish, David Kode et Mandeep Tiwana. La conception et la mise en page ont été réalisées par Matthew Reading-Smith et Diego López.

Cette œuvre est sous licence <u>Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International Licence</u>. . Les opinions exprimées sont celles du Secrétariat de CIVICUS et ne reflètent pas nécessairemen celles des partenaires de recherche du CIVICUS Monitor.

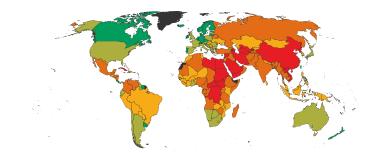


Colombie | Photo de Ovidio González

RÉGIONALES

	MÉTHODOLOGIE	4 UNE CRISE INÉGALE	11 EUROPE ET ASIE CENTRALE	34
	UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE	5 POINTS POSITIFS	12 MOYEN ORIENT ET AFRIQUE	20
	2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES	8 AFRIQUE	DU NORD 13	38
LE POUVOIR DU PEUPLE		AMÈRIQUES	20 RECOMMANDATIONS	43
ATTAQUÉ	LA DISSIDENCE	ASIE PACIFIQUE	27 CLASSIFICATION RÉGIONALE	44
	DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES			

10



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE **ATTAQUÉ**



MÉTHODOLOGIE

fondement de toute société ouverte et démocratique. le CIVICUS Monitor s'appuie sur une variété d'autres Lorsque l'espace civique est ouvert, les citoyens et sources produites aux niveaux national, régional et les organisations de la société civile (OSC) peuvent international pour parvenir aux évaluations des pays. Ces s'organiser, participer et communiquer sans entrave.

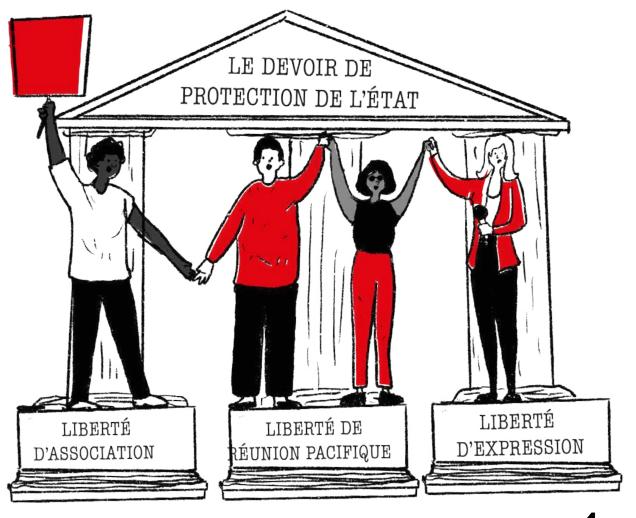
Lorsque les gens sont libres de participer, ils peuvent revendiquer leurs droits et influencer les structures Ensemble, les partenaires de recherche ont publié 536 politiques et sociales qui les entourent. Cela ne peut se <u>mises à jour sur l'espace civique</u> du 1er octobre 2018 au produire que lorsqu'un État assume son devoir de protéger 11 novembre 2019, couvrant 153 pays. ses citoyens et respecte et facilite leurs droits fondamentaux d'association, de réunion pacifique et Ce rapport analyse les tendances et les développements d'expression libre, les trois droits clés dont dépend la société civile. Le CIVICUS Monitor analyse dans quelle mesure ceux-ci sont respectés et maintenus, comment régions : Afrique, Amériques, Asie-Pacifique, Europe et les États protègent la société civile.

Ainsi, plus de 20 organisations du monde entier ont uni leurs forces au CIVICUS Monitor pour fournir une base factuelle d'actions visant à améliorer l'espace civique. Afin d'établir des comparaisons au niveau mondial et de suivre les tendances, le CIVICUS Monitor produit des évaluations de l'espace civique pour 196 pays. L'espace civique de chaque pays est classé dans l'une des cinq catégories ouvert, rétréci, obstrué, réprimé ou fermé - selon une <u>méthodologie</u> qui combine plusieurs sources de données sur les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression.

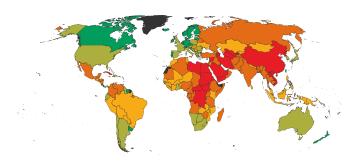
Les mises à jour sur l'espace civique contiennent des informations qualitatives et descriptives relatives à la situation de la société civile dans un pays. Dans de nombreux cas, les mises à jour par pays proviennent directement de la société civile nationale elle-même. Dans

L'espace civique - espace pour la société civile - est le les pays où nous n'avons pas de partenaire de recherche, mises à jour sont ensuite situées, vérifiées et signalées par l'équipe CIVICUS.

depuis notre précédent rapport, publié en novembre 2018. Il analyse les tendances mondiales et dans cinq Asie centrale, et Moyen-Orient et Afrique du Nord.



Afghanistan | Photo de Ebrahim Noroozi



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

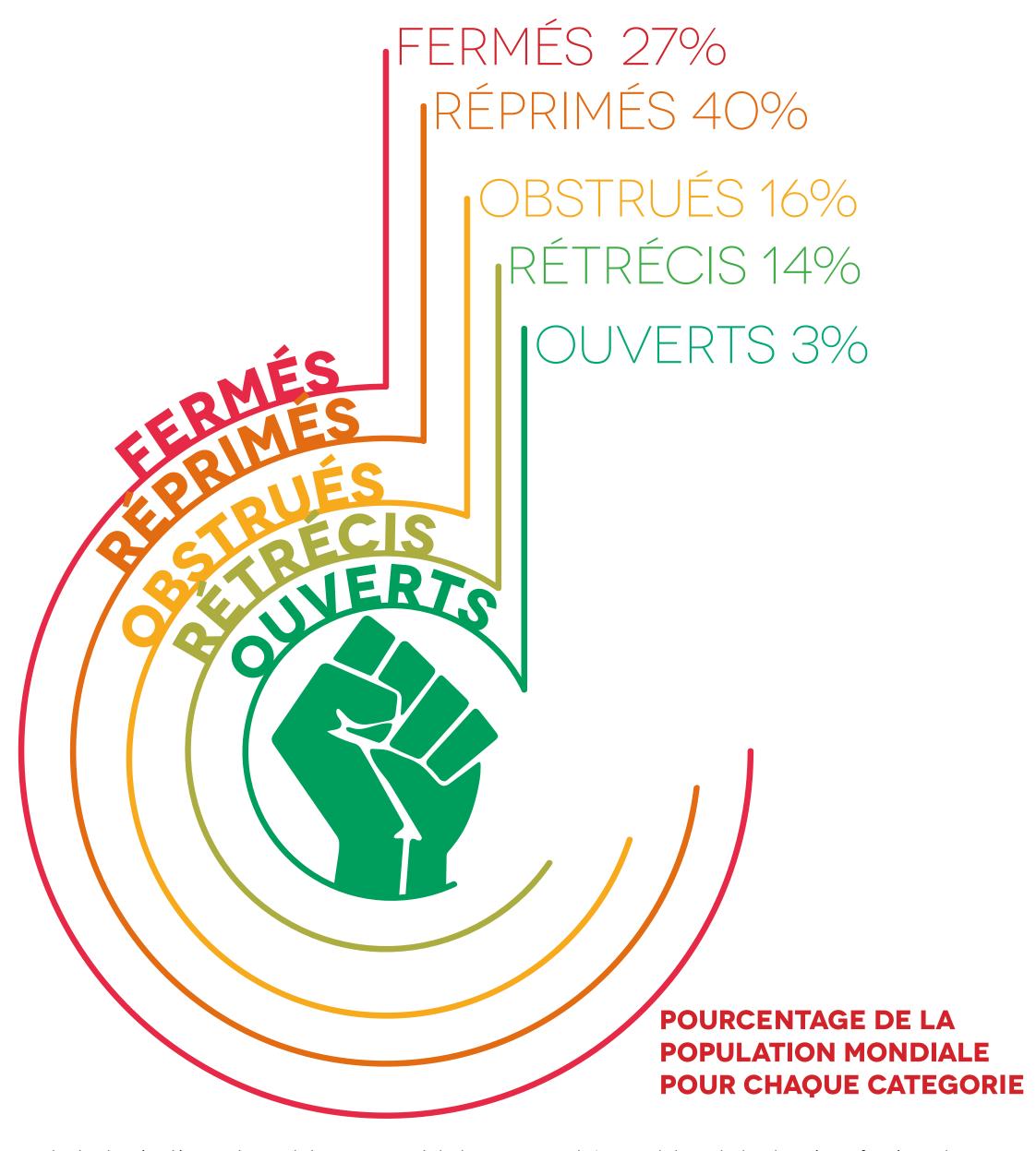
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

LES PERSONNES VIVENT DANS DES ESPACES...



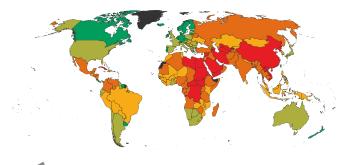
UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

Suite à une mise à jour de nos évaluations en novembre 2019, le CIVICUS Monitor continue de nous faire part d'une situation alarmante. Les données montrent que 24 pays disposent d'un espace civique fermé, 38 d'un espace réprimé et 49 d'un espace obstrué. Seuls 43 pays disposent d'un espace ouvert, et 42 sont classés comme disposant d'un espace rétréci. Depuis notre précédent <u>report</u>, publié en novembre 2018, l'espace pour l'activisme a diminué : seulement trois pour cent de la population mondiale vit maintenant dans des pays dotés d'espaces civiques ouverts.

Neuf pays ont modifié leur notation de l'espace civique depuis notre mise à jour de novembre 2018 : deux pays ont amélioré leur notation, tandis que sept ont vu leur notation se dégrader. Cela indique que la répression de l'activisme civique pacifique continue d'être une crise généralisée pour la société civile dans la plupart des régions du monde.

Des signes inquiétants pour l'espace civique continuent d'être observés en Asie, où deux pays, <u>Brunei</u> and <u>l'Inde</u>, ont vu leur notation passer d'obstruée à réprimée. Compte tenu de la taille et du rôle mondial de l'Inde, le déclin de la qualité de son espace civique doit être particulièrement préoccupant. Un pays du Pacifique - <u>l'Australie</u> - est passé d'une cote ouverte à une cote rétrécie, en partie à cause des restrictions accrues concernant la liberté d'expression et à la surveillance gouvernementale.

Selon les données démographiques de la Banque Mondiale de 2018. La population mondiale totale dans la catégorie fermée est de 2 026 629 076 personnes, dans la catégorie réprimée de 3 022 861 910, dans la catégorie obstruée de 1 203 143 656, dans la catégorie rétrécie de 1 079 962 643 et dans la catégorie ouverte de 258 566 990.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

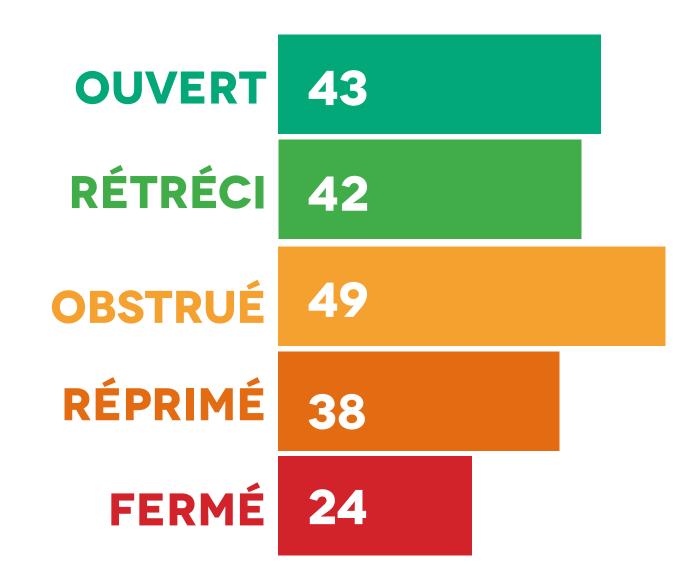
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

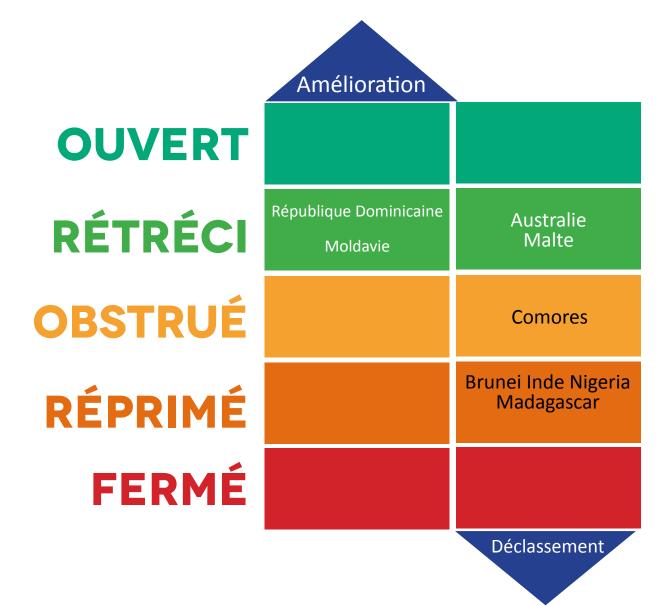
RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

PAYS PAR CATEGORIE



CHANGEMENTS DANS LA CLASSIFICATION DES PAYS



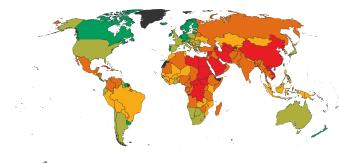
UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

En Afrique, la situation reste préoccupante, les <u>Comores</u> entrant dans la catégorie des pays à espace obstrué et <u>Madagascar</u> et le <u>Nigéria</u> passant d'une situation d'espace obstrué à une situation d'espace réprimé. En Europe, <u>Malte</u> est passée d'une notation ouverte à une notation rétrécie et la notation de la <u>Serbie</u> est passée de rétrécie à obstruée en octobre 2019, ce qui en fait le seul pays des Balkans occidentaux à avoir une notation moins favorable que celle d'espace rétréci.

Plus positivement, la notation de la <u>Moldovie</u> s'est améliorée, passant d'obstruée à rétrécie, mais des difficultés et des défis demeurent pour la société civile, le gouvernement ayant <u>tenté</u> d'introduire une législation visant à restreindre l'espace de la société civile et, dans certains cas, ayant fait des déclarations ou des communiqués contre la société civile.

Alors que les Amériques continuent d'être un lieu dangereux pour l'activisme, notre dernière analyse montre une légère amélioration en <u>République dominicaine</u> qui est passée de la catégorie obstruée à la catégorie rétrécie.

Dans la région MENA, la situation de l'espace civique reste désastreuse, aucun des 19 espaces civiques des pays de la région n'ayant été noté comme rétréci ou ouvert. Il n'y a eu aucun changement au cours de cette période.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

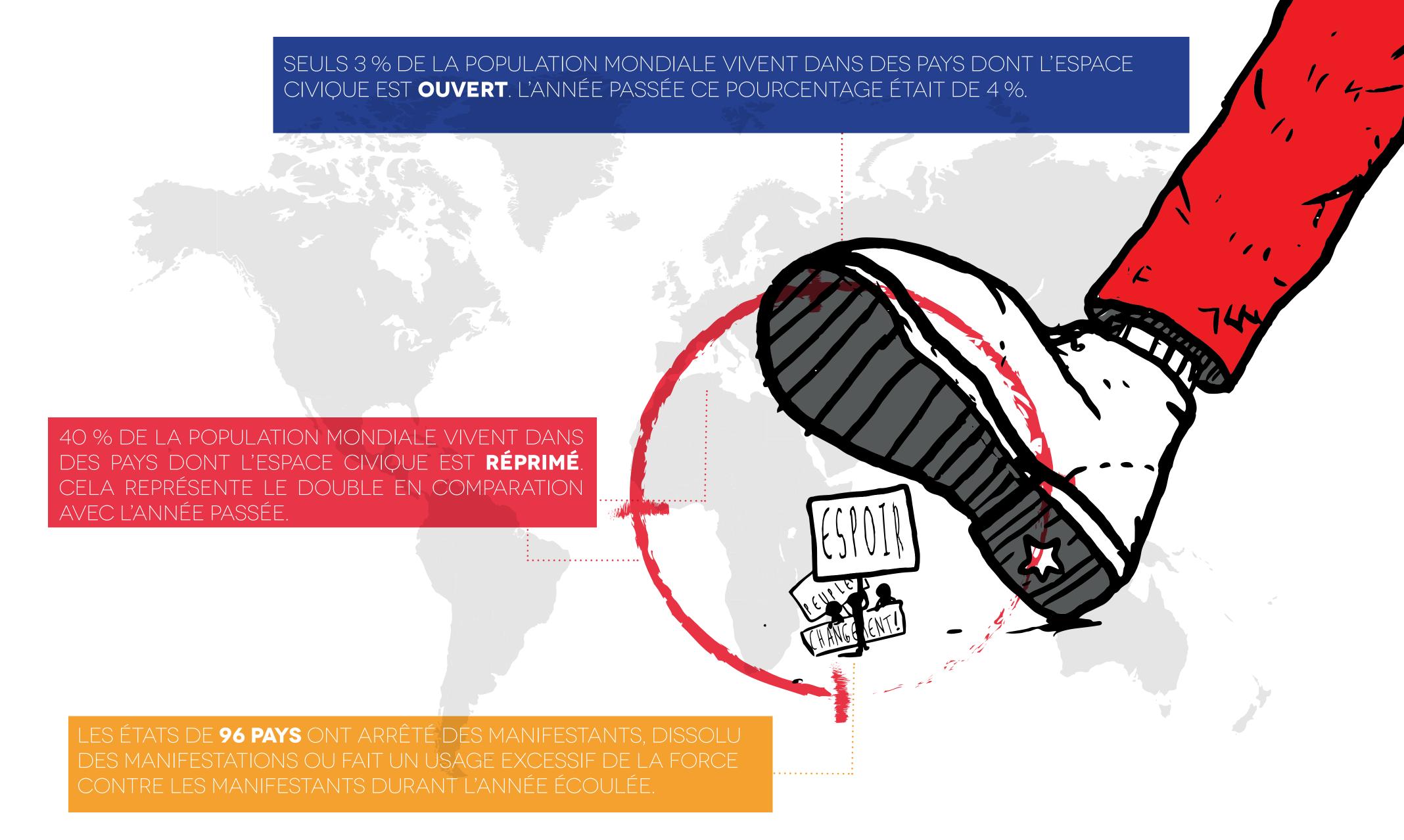
EUROPE ET ASIE CENTRALE

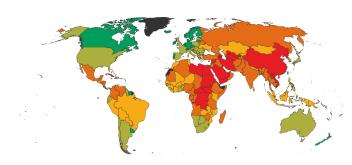
MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

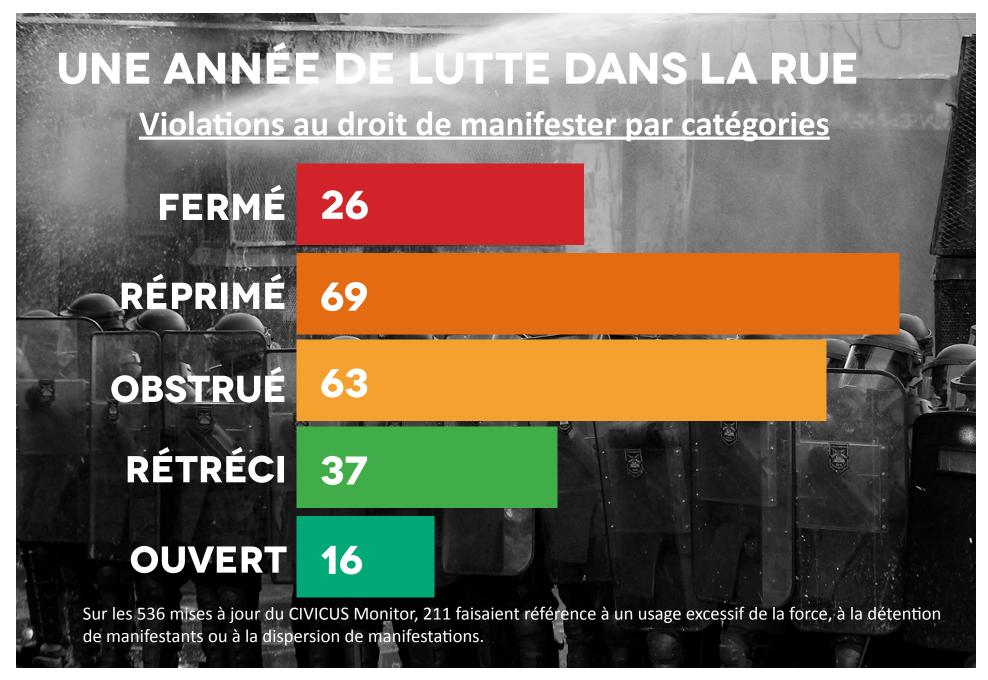
CLASSIFICATION RÉGIONALE LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

2019: UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

2019 a été une année de protestations et de répression contre les protestations. Selon les 536 mises à jour du CIVICUS Monitor, le droit fondamental de réunion pacifique fait l'objet d'attaques concertées à travers le monde. Nos données suggèrent qu'à l'échelle mondiale, des États et des acteurs non étatiques ont utilisé une force injustifiée et excessive pour disperser des manifestations et arrêter des manifestants pacifiques. Entre octobre 2018 et le 11 novembre 2019, 96 pays à travers le monde ont utilisé soit la détention de manifestants, soit l'interruption de la manifestation, soit le recours excessif à la force pour empêcher les gens d'exercer pleinement leur droit de réunion pacifique. Pourtant, face à cette répression, l'action citoyenne n'a pas été découragée. Des rues du <u>Soudan</u> à <u>Hong Kong</u>, les gens continuent de se mobiliser et ont conçu de nouvelles méthodes d'organisation pour défier les restrictions au droit de manifester.

Depuis juin 2019, des millions de personnes sont descendues dans les rues de Hong Kong pour se joindre aux protestations prolongées contre les changements proposés à la loi sur l'extradition, puis plus généralement pour exiger la démocratie. Comme l'a rapporté le CIVICUS Monitor, ces protestations ont été accueillies avec violence. Arrestations arbitraires, passages à tabac brutaux et tortures de manifestants par la police, interdiction de port de masques et agressions contre les responsables de la manifestation et les journalistes ne sont que quelques-unes des violations documentées ces derniers mois. Au Soudan, les forces de sécurité ont utilisé des balles réelles, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour réprimer les manifestations antigouvernementales de grande envergure qui ont commencé en décembre 2018. Les protestations reflètent la frustration généralisée suscitée par la situation économique et sociale désastreuse de la population soudanaise, aggravée par des allégations de corruption, qui se sont par la suite étendues à la demande de démission du président Omar Al-Bashir.

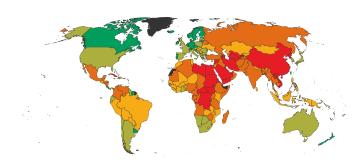
L'inégalité croissante et les conditions économiques désastreuses ont également poussé les gens à descendre dans la rue et à exiger des changements. Au <u>Chili</u>, les protestations contre l'augmentation des tarifs de transport se sont transformées en un <u>mouvement</u> national pour le changement démocratique et économique. Malgré la répression des autorités, les gens continuent de se rassembler et réclament des changements institutionnels systémiques, notamment une réforme constitutionnelle et un nouveau pacte social. Au <u>Liban</u>, des centaines de personnes se sont rassemblées dans les rues pour protester contre un projet de taxe sur les appels WhatsApp



et autres services de messagerie. Bien que la taxe ait été supprimée, les manifestations se sont poursuivies alors que les manifestants se mobilisaient sur des questions sociétales plus larges telles que la corruption et les services publics déficients.

Une répression au droit de manifester a été documentée en <u>Guinée</u>, où les forces de sécurité ont utilisé une force excessive et meurtrière pour disperser les manifestants, qui se sont mobilisés pour s'opposer au remplacement de la Constitution de 2010 que beaucoup <u>considèrent</u> comme une tentative du président Condé de se présenter pour un troisième mandat en 2020, au-delà de la limite constitutionnelle des deux mandats.

La répression des manifestations a eu lieu quel que soit le niveau de liberté dont jouit la société civile. Le CIVICUS Monitor a documenté la détention de manifestants et l'usage excessif de la force pour disperser et perturber les manifestations dans des pays dont l'espace est évalué fermé ou réprimé comme <u>l'Egypte</u>, le <u>Honduras</u>, l'<u>Irak</u> et le <u>Zimbabwe</u>, mais aussi dans des pays où les gens peuvent généralement exercer leurs libertés sans entrave majeure, comme la <u>Belgique</u>, le <u>Canada</u>, la <u>France</u> et <u>Panama</u>.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

INTOLÉ RANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

Le non-respect croissant du droit de manifester souligne l'intolérance alarmante et normalisée des États à l'égard de la dissidence. De nombreux États ont fait preuve d'audace en réduisant au silence des soulèvements décisifs qui menaçaient le pouvoir politique et économique établi. Ceci est mis en évidence par les fréquentes violations de la liberté d'expression constatées par le CIVICUS Monitor. Parmi les trois libertés fondamentales suivies par le CIVICUS Monitor, la liberté d'expression continue d'être celle qui est la plus ciblée par les régimes répressifs. Sur les 536 mises à jour sur l'espace civique publiées par le CIVICUS Monitor au cours de l'année écoulée, l'étiquette de censure est celle qui apparaît le plus fréquemment, dans 33 pour cent des rapports. Cette étiquette est souvent associée au harcèlement des militants et aux attaques contre les journalistes. Les données du CIVICUS Monitor suggèrent que l'une de ces trois violations étroitement liées a été enregistrée dans 123 états entre octobre 2018 et 11 novembre 2019.

À l'ère digitale, les gens sont devenus capables d'accéder et de diffuser l'information plus librement et en temps réel. Mais en même temps, les États ont élaboré des mesures pour perturber les flux d'information en contrôlant et en manipulant l'information qui parvient aux populations. En conséquence, la censure a prospéré. Cette tactique est couramment utilisée dans les pays considérés comme ayant fermé ou réprimé l'espace civique, mais elle a également été perçue aux quatre coins du monde comme un outil subtil pour faire taire les critiques.

Parmi les principales tactiques utilisées par des États comme le <u>Burundi</u>, la <u>Chine</u> et l'<u>Arabie Saoudite</u> pour contrôler les discours, on peut citer l'interdiction et la suspension des médias, la suppression de la diffusion de certains programmes et le blocage total des informations pour empêcher la discussion sur certains sujets. Afin d'éviter de rendre des comptes sur les violations des droits humains, certains États ont souvent bloqué les réseaux sociaux et autres applications de messagerie, notamment la <u>Bolivie</u>, le <u>Kazakhstan</u>, le <u>Soudan</u> et le <u>Venezuela</u>.

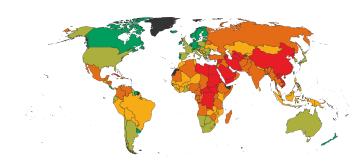
Au <u>Turkménistan</u>, le gouvernement va encore plus loin dans ses efforts pour empêcher les gens de chercher et de recevoir des informations indépendantes sur la situation dans le pays. Entre autres tactiques, les autorités ont récemment arrêté des personnes qui prenaient des photos ou filmaient dans des lieux publics, bloqué l'utilisation

d'applications VPN qui sont généralement utilisées pour accéder à des sites Web autrement inaccessibles et interdit aux personnes de voyager à l'étranger pour les empêcher de "calomnier" leur pays d'origine.

Même dans les pays ouverts, la censure peut être utilisée comme <u>tactique</u>. En juin 2019, le Bureau de Censure du Samoa a interdit la projection de Rocketman, un film biographique sur la vie de la rock star britannique Elton John. Leiataua Niuapu Faaui, censeur principal du Samoa, a déclaré au Samoa Observer que "l'activité homosexuelle représentée à l'écran violait les lois et ne correspondait pas aux croyances culturelles et chrétiennes du pays ".

LES DIX PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVIQUES





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

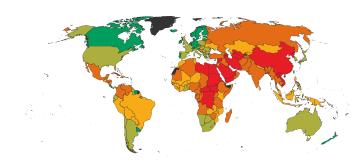
CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

DIFFÉRENCES ET, SIMILITUDES RÉGIONALES

Dans les cinq régions couvertes par notre analyse, nous constatons des tendances communes, mais aussi des différences régionales. Par exemple, dans les Amériques, la détention de manifestants est la violation la plus fréquemment signalée, représentant 39 pour cent de tous les rapports du CIVICUS Monitor dans la région. En Asie et dans le Pacifique, la censure est la première violation signalée, avec plus de 40 % des rapports. La censure est également en tête de liste en Europe, en Asie centrale et dans la région MENA. Pour l'Afrique, la perturbation des manifestations est en tête de liste, avec 39 pour cent des rapports présentant ce type de violation de l'espace civique.





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

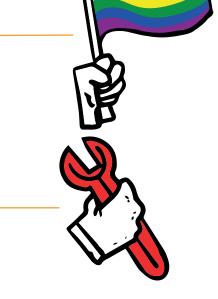
GROUPES LES PLUS FRÉQUEMMENT IMPLIQUÉS DANS DES INCIDENTS AU SEIN DE L'ESPACE CIVIQUE (DANS LE MONDE)

1.FEMMES

3.SYNDICATS



2.PERSONNES LGBTQI



4.DÉFENSEURS DE

L'ENVIRONNEMENT



5.JEUNES

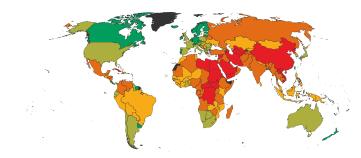


UNE CRISE INEGALE

L'attaque contre l'espace civique est loin d'être uniforme et les attaques de l'État n'affectent pas nécessairement toutes les composantes de la société civile de la même manière. Notre surveillance montre clairement que ceux qui mènent les protestations sur le terrain risquent d'être les plus durement touchés par l'atteinte aux libertés fondamentales. En outre, les journalistes d'investigation et les défenseurs des droits humains sont aussi couramment la cible de la répression.

Les groupes de défense des droits des femmes et les femmes défenseures des droits humains sont les groupes les plus fréquemment mentionnés dans les rapports du CIVICUS Monitor, figurant dans 22 pour cent des mises à jour. Il s'agit notamment d'incidents où les droits des femmes sont la principale cause de protestations, comme en <u>Argentine</u>, où les femmes sont descendues dans la rue dans le contexte de la législation discutée au Congrès qui visait à dépénaliser l'interruption volontaire de grossesse pendant les 14 premières semaines. Il s'agit encore d'incidents où des femmes défenseures des droits humains ont été arrêtées et victimes de violations des droits humains en raison de leur activisme en matière de droits fondamentaux, comme en <u>Arabie Saoudite</u> et en <u>Iran</u>.

Cela vaut pour la plupart des régions, sauf en Europe et en Asie centrale, où les groupes LGBTQI sont plus souvent évoqués, et en Afrique, où les groupes de jeunes sont les plus souvent mentionnés. A l'échelle mondiale, les autres groupes régulièrement mentionnés comprennent les groupes LGBTQI (13,6 % des mises à jour) et les groupes de défense des droits des travailleurs (12,7 %). Malgré ces différences régionales, notre suivi montre que ces groupes font face à des réactions similaires lorsqu'ils s'organisent pour revendiquer leurs droits en tant que contestataires du pouvoir en place.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE **LUTTE DANS LES RUES**

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE **LE POUVOIR DU PEUPLE**

ATTAQUÉ



New-York | Photo de Pablo Monsalve / VIEWpress

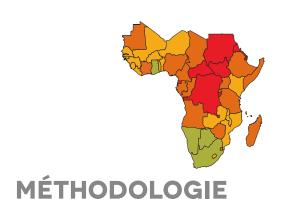
OSITIES

Notre suivi décrit également l'amélioration des conditions de l'espace civique. Bien que les violations dominent, le CIVICUS Monitor a documenté de nombreux cas où l'espace civique s'ouvre et où les États font des progrès pour améliorer leur respect des libertés fondamentales.

Une amélioration de l'espace civique a été documentée dans 11,8 % des mises à jour du CIVICUS Monitor. Parmi les améliorations, on peut citer le retrait par les États des amendements proposés au cadre juridique qui auraient pu restreindre la liberté d'association. C'est le cas notamment au Kosovo à la suite d'un intense plaidoyer de la société civile, et également par le vote de la chambre basse du Parlement du <u>Bhoutan</u> pour dépénaliser l'homosexualité. Cette évolution a amélioré la capacité de la société civile à travailler sur la santé, les droits reproductifs et les questions LGBTQI.

Le CIVICUS Monitor a également documenté des cas de <u>décisions de justice</u> qui ont défendu ou élargi l'espace civique. Par exemple, la Cour constitutionnelle de la République dominicaine a déclaré inconstitutionnel l'article 284 de la nouvelle loi 15-19 sur le régime électoral (loi organique sur le système électoral), qui prévoyait des peines de 3 à 10 ans pour ceux qui mènent des campagnes fausses ou dénigrantes, ou qui font de la propagande diffamatoire contre des candidats. En outre, le CIVICUS Monitor a documenté 35 cas où des défenseurs des droits humains ont été libérés ou acquittés dans 30 pays, notamment au Nicaragua, en Azerbaïdjan, au Guatemala et en Grèce.

Les sections suivantes fournissent des détails supplémentaires sur les tendances de l'espace civique pour chaque région.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE LE POUVOIR

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

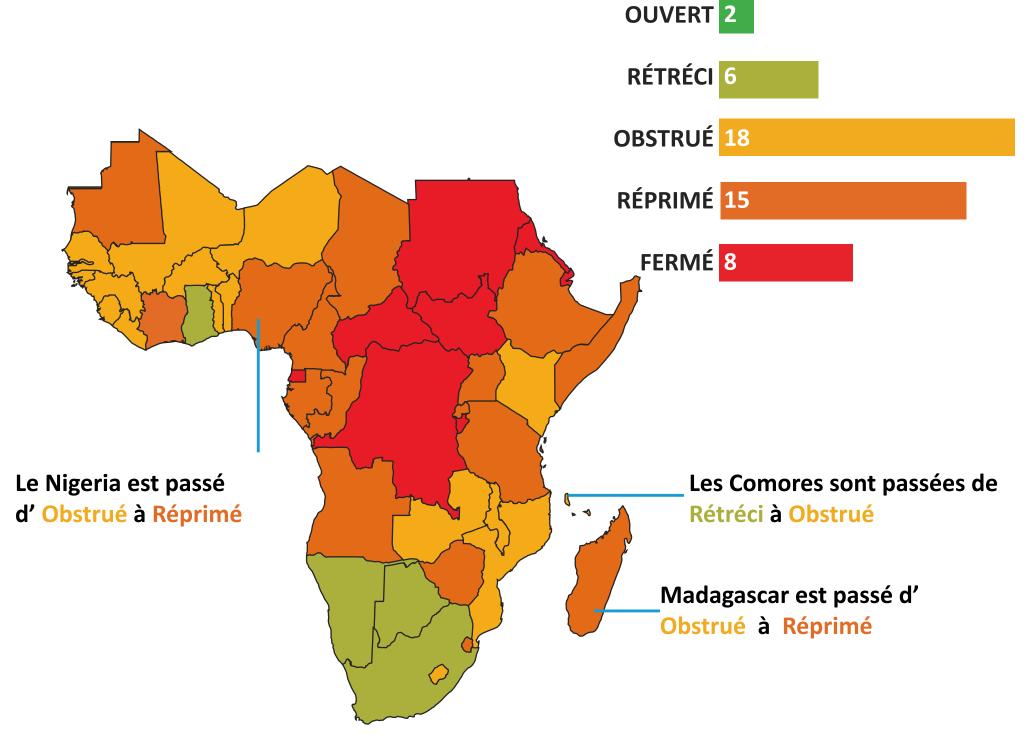
AFRIQUE APERÇU DES ÉVALUATIONS

L'Afrique est une vaste région, composée de 49 pays. Sur ce total, huit pays ont un espace civique étant considéré comme fermé, quinze comme réprimé et dix-huit comme obstrué. Le Botswana, le Ghana, l'île Maurice, la Namibie, les Seychelles et l'Afrique du Sud ont un espace civique rétréci, tandis que l'espace civique des États insulaires du Cap-Vert et de São Tomé-et-Principe est jugé ouvert. Depuis la mise à jour précédente, l'évaluation des espaces civiques s'est détériorée aux Comores, à Madagascar et au Nigeria.

Des gouvernements autoritaires ou des partis majoritaires enracinés, des conflits armés, la faiblesse de l'Etat de droit et l'impunité ont eu des répercussions négatives sur l'espace civique en Afrique centrale, où cinq pays ont une notation réprimée et trois pays une notation fermée. Le <u>Cameroun</u>, où le conflit dans les deux régions anglophones reste une préoccupation majeure, a été témoin d'une répression continuecontrel'espacecivique. En Guinée équatoriale, quiest gouvernée par le deuxième plus ancien dirigeant non royal au monde, les conditions de l'espace civique ont continué à se détériorer. Par exemple, Alfredo Okenve, l'un des rares défenseurs des droits humains encore actifs dans le pays, a été <u>contraint</u> de fuir après avoir été battu et laissé pour mort suite à une attaque de la part des forces de sécurité.

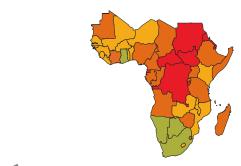
La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest sont considérés comme obstrués, et plusieurs pays de cette région ont connu une baisse lente mais régulière du respect des libertés fondamentales, comme en témoignent la dégradation de l'espace civique du Nigeria, qui a été déclassé au rang de réprimé, les violations des libertés fondamentales dans le contexte des élections au Bénin, le meurtre d'un journaliste enquêteur au Ghana ou encore une répression contre les manifestations en Guinée, qui ont éclaté à la suite des manœuvres du président Alpha Condé afin de remplacer la Constitution pour se représenter à un troisième mandat.

En Afrique australe, les protestations contre la flambée des prix du carburant et les



conditions économiques désastreuses au <u>Zimbabwe</u> ont été réprimées, les forces de sécurité ayant tué plusieurs personnes et arrêté des centaines d'autres, ce qui a fait disparaître l'espoir de changement suscité par la chute du président Robert Mugabe en novembre 2017. Les élections de mai 2019 au <u>Malawi</u> ont été suivies de protestations massives persistantes contre les allégations de fraude, tandis qu'en <u>Zambie</u>, la censure et le harcèlement des défenseurs des droits humains se sont intensifiés, ternissant les références démocratiques du pays.

L'espace civique dans l'Est et la Corne de l'Afrique reste miné par l'intolérance croissante des autorités à l'égard des voix dissidentes; cependant, des changements politiques positifs en Ethiopie et au Soudan pourraient modifier considérablement le profil de la région et permettre l'épanouissement des médias indépendants et des organisations de la société civile, bien que la situation politique reste fragile. L'espace civique a continué de décliner sous la dure autorité du président John Magufuli en Tanzanie, où les voix dissidentes et d'opposition se sont heurtées au harcèlement, à l'intimidation et aux poursuites judiciaires en vertu de plusieurs lois répressives adoptées depuis 2015, dont les lois écrites (amendements divers) (loi n° 3) de 2019.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

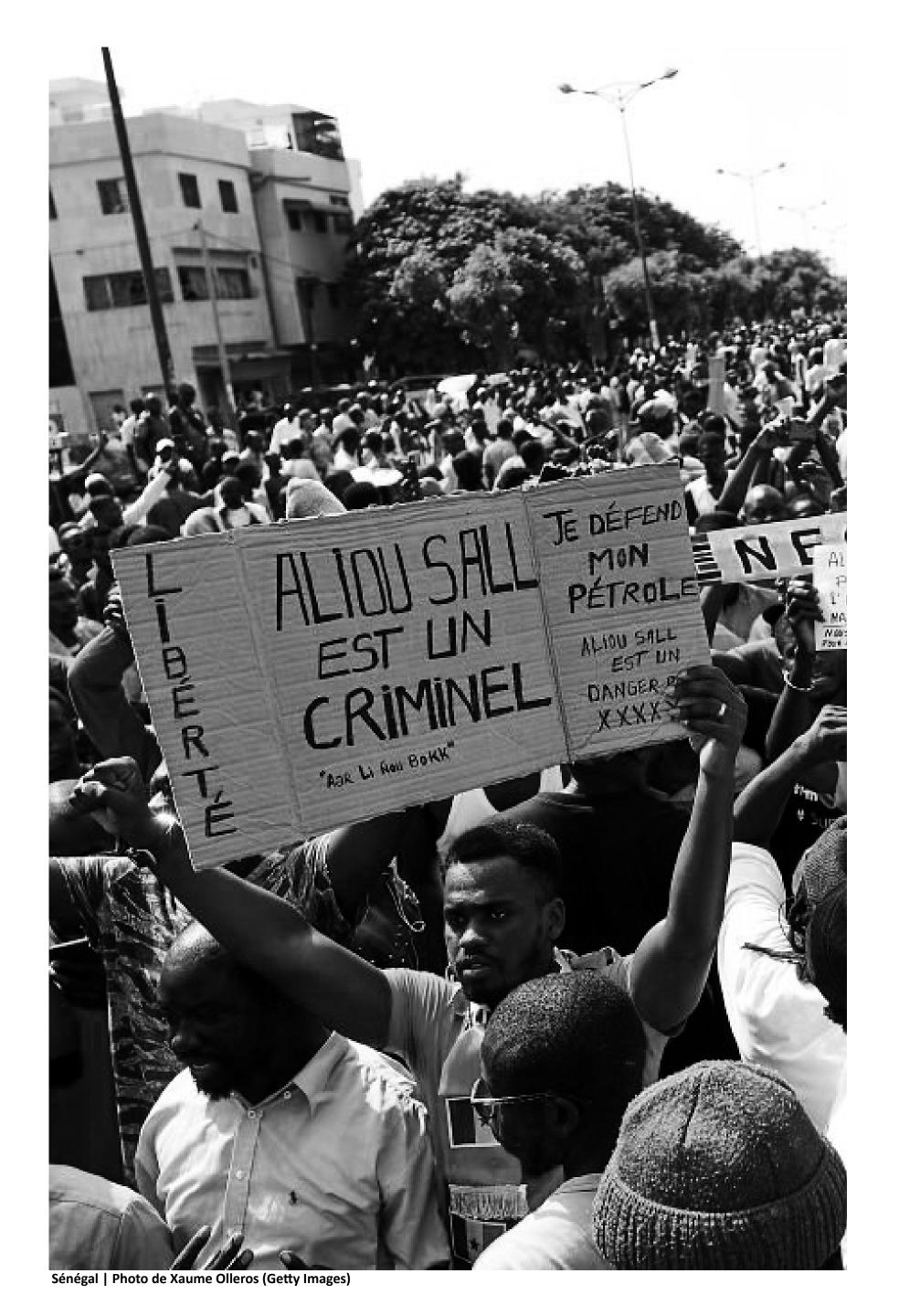
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE

ATTAOUÉ



En <u>Ouganda</u>, après des modifications constitutionnelles, le président Museveni, arrivé au pouvoir en 1986, a pu se présenter pour un sixième mandat, ce qui a provoqué des troubles. Les autorités ougandaises ont réagi en réprimant violemment les manifestations pacifiques, en arrêtant des dirigeants de l'opposition politique et en les poursuivant en justice, tandis que des journalistes étaient également pris pour cible pour avoir couvert les manifestations.

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

En Afrique, les violations de l'espace civique les plus courantes enregistrées par le CIVICUS Monitor dans la période considérée ont été la perturbation des manifestations, la censure, la détention de manifestants, les attaques contre les journalistes et l'intimidation.

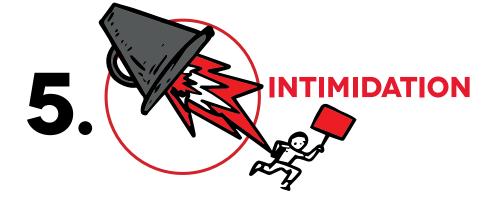
LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION AFRIQUE











Sur la base des 102 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 1er octobre 2018 et le 11novembre 2019 concernant les pays de cette région.

14



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET **AFRIQUE DU NORD**

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE **LE POUVOIR DU PEUPLE** ATTAQUÉ

PERTURBATION DES MANIFESTATIONS ET ARRESTATIONS DE MANIFESTANTS

La perturbation des manifestations a été documentée dans 39 % des mises à jour du CIVICUS Monitor pour l'Afrique au cours de l'année écoulée, souvent combinée à l'arrestation de manifestants, comme le montrent 29 % des mises à jour. Plusieurs manifestations de masse ont eu lieu dans la région : en Guinée, au Malawi, au Sénégal, au Soudan et au Zimbabwe, entre autres, et elles se sont parfois accompagnées d'un recours excessif à la force, de détentions arbitraires ou de l'interdiction de manifester.

Au Zimbabwe, on estime à 1100 le nombre de personnes arrêtées en relation avec les manifestations organisées pour protester contre l'augmentation de 150% des prix du carburant et les conditions économiques précaires, à la mi-janvier 2019. Les manifestations dans l'ensemble du pays ont été réprimées avec une force excessive et meurtrière par les forces de sécurité, faisant au moins 15 victimes, et continuant avec une répression continue des libertés civiques. Au Cameroun, au moins 100 manifestants ont été arrêtés durant les "marches blanches" ("white marches") dans plusieurs villes du pays en janvier 2019. Celles-ci ont été appelées par le parti d'opposition Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) pour dénoncer la fraude électorale durant les élections présidentielles d'octobre 2018. En janvier 2019, plus de 350 personnes ont été <u>arrêtées</u> quand des membres et partisans du MRC ont essayé de protester contre l'interdiction de manifester.

En Afrique de l'Est, les violations systématiques de la liberté de réunion pacifique se sont poursuivies au Kenya et en Ouganda. Les manifestations contre la corruption organisées par le "mouvement rouge" dans le parc Uhuru de Nairobi le 30 avril 2019 ont été <u>réprimées</u> par des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. En septembre 2018, avant que le musicien populaire et politicien de l'opposition Robert Kyagulanyi, également connu sous le nom de Bobi Wine, ne revienne des États-Unis après avoir reçu des soins médicaux pour des blessures subies en détention, le gouvernement a interdit tous les rassemblements et manifestations liés à son retour. Les forces de sécurité ont interrompu une réunion préparatoire et ont arrêté un organisateur le 11 septembre 2018, puis ont battu des manifestants non armés à coups de matraque le 20 septembre 2018.

Les manifestations antigouvernementales et de l'opposition ont été fréquemment interdites en Guinée et au Togo. Lorsque des personnes ont tenté de se rassembler et de protester en dépit de ces interdictions, les manifestations ont été perturbées et, dans certains cas, comme en Guinée, elles ont fait l'objet d'une violence excessive, voire mortelle, qui a entraîné la mort de manifestants et de passants. Avant les manifestations de #RevolutionNow au Nigeria le 5 août 2019, Omoyele Sowore, un organisateur de manifestations, a été <u>arrêté</u> et plus tard inculpé de sept chefs d'accusation, dont la trahison, la cybercriminalité et le blanchiment d'argent. Pendant les manifestations du 5 août, plusieurs manifestants et journalistes ont été arrêtés dans tout le Nigeria.



Soudan | Photo de Mahmoud Hjaj/ Agence Anadolu



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ



Soudan | Photo de Mahmoud Hjaj/ Agence Anadolu

La censure reste l'une des violations de l'espace civique les plus documentées dans la région Afrique, enregistrée dans 36 % des mises à jour du CIVICUS Monitor au cours de la période considérée.

Les États ont fréquemment utilisé la tactique consistant à bloquer l'accès à Internet et aux réseaux sociaux pour tenter d'empêcher les manifestations ou de décourager la dissidence, les autorités invoquant souvent des raisons de sécurité pour justifier leurs actions. À la suite des manifestations de janvier 2019, le gouvernement du Zimbabwe a <u>ordonné</u> l'interruption d'Internet, tandis qu'au Tchad, l'accès aux réseaux sociaux n'a été <u>rétabli</u> qu'en juillet 2019, après 16 mois de perturbations. Même dans les pays où l'espace civique est mieux classé, comme au Bénin et au Libéria, les États ont entravé l'accès à Internet ou aux réseaux sociaux. Au Bénin, l'accès aux réseaux sociaux et à Internet a été <u>interrompu</u> le jour des élections législatives, le 28 avril 2019. Au Libéria, les fournisseurs d'accès à Internet ont <u>interrompu</u> l'accès aux plateformes de réseaux sociaux le matin du 7 juin 2019, jour des manifestations antigouvernementales prévues dans la capitale, Monrovia. Le gouvernement du Malawi a <u>tenté</u> de fermer l'accès aux réseaux sociaux le jour des élections et les fournisseurs d'accès à Internet ont signalé avoir subi des interruptions qui ont entraîné des pannes.

Outre Internet et les réseaux sociaux, les médias audiovisuels ont également été ciblés. L'une des tactiques utilisées est la suspension arbitraire des licences des

médias par les régulateurs nationaux des médias lorsqu'ils ont critiqué le gouvernement ou ont fait des rapports sur la corruption. Au Burundi, les licences de BBC Africa et de Voice of America's ont été <u>révoquées</u> au motif que la première diffusait un documentaire qui portait atteinte à l'image du pays et que la seconde employait un journaliste qui s'opposait au gouvernement. Au Gabon, les spéculations sur la santé du président Ali Bongo, victime d'un accident vasculaire cérébral en octobre 2018, se sont <u>soldées</u> par la suspension d'un média et de l'accréditation d'un journaliste. Au Soudan, en mai 2019, alors que les protestations contre l'administration militaire qui a renversé le Président Omar al-Bashir se poursuivaient, le Conseil militaire de transition a <u>fermé</u> les bureaux d'Al Jazeera et retiré l'accréditation de ses correspondants avec effet immédiat.

En Ouganda, où l'introduction d'une taxe sur les réseaux sociaux en 2018 a entraîné une baisse de plus de cinq millions d'utilisateurs, les autorités ont <u>proposé</u> de nouvelles réglementations, notamment le pouvoir d'approuver les nouvelles chansons, vidéos et scénarios de films avant leur diffusion, et d'exiger des artistes qu'ils obtiennent une licence.





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET **AFRIQUE DU NORD**

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE **LE POUVOIR DU PEUPLE** ATTAQUÉ

ATTAQUES CONTRE LES JOURNALISTES

Les attaques contre les journalistes ont été documentées dans 28 % des mises à jour du CIVICUS Monitor sur l'Afrique entre octobre 2018 et le 11 novembre 2019. Les attaques ont eu lieu dans tous les domaines, y compris dans les États considérés comme des démocraties relativement stables. Les attaques se sont souvent produites dans le contexte de manifestations, de rassemblements politiques et d'élections, et ont été perpétrées par des groupes étatiques et non étatiques. Parmi les forces non étatiques figuraient des partisans de partis politiques et de groupes armés dans des zones de conflit.

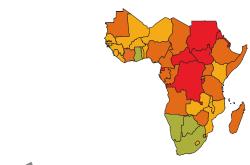
Au Ghana, où l'espace civique est considéré comme rétréci, les médias s'inquiètent depuis quelques années de la détérioration du climat pour la sécurité des journalistes, car les agressions physiques et les menaces contre les journalistes sont devenues monnaie courante. En janvier 2019, deux personnes non identifiées ont tiré sur le journaliste d'investigation Ahmed Hussein-Suale et l'ont tué dans la capitale, Accra. Ahmed était membre de Tiger Eye Private Investigations, fondé et dirigé par le journaliste Anas Aremeyaw Anas, qui a fait l'objet de menaces et d'intimidations, notamment de la part d'un membre du Parlement, à la suite de la publication d'un documentaire sur la corruption présumée dans le football.

Les journalistes sont particulièrement vulnérables aux attaques lorsqu'ils couvrent des rassemblements et des manifestations politiques. Au Sénégal, huit journalistes ont été blessés lorsqu'ils ont été attaqués lors d'affrontements entre les partisans de la coalition au pouvoir et ceux de l'opposition en février 2019. Au Nigeria, trois journalistes ont été blessés par balles lors d'affrontements lors d'un rassemblement politique à Lagos en janvier 2019. En juillet 2019, en Ouganda, un journaliste a été hospitalisé dans un état critique après avoir été agressé par un groupe alors qu'il couvrait une manifestation de femmes militantes.

Les journalistes et les médias dans les zones de conflit, comme en <u>Somalie</u>, sont également victimes d'attaques de la part des forces de sécurité gouvernementales et de groupes armés tels qu'Al-Shabaab.



Photo de Leon Neal/ Getty Images



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE LE POUVOIR





EVOLUTIONS POSITIVES

Certaines mesures positives ont également été prises. La Sierra Leone est à un stade "avancé" de l'<u>abrogation</u> de la partie 5 de la loi sur l'ordre public de 1965, qui criminalise la diffamation ; à l'instar du <u>Libéria</u>, où le Parlement a approuvé en juillet 2018 un projet de loi abrogeant les articles du Code pénal qui criminalisaient la diffamation.

Certaines des évolutions positives découlent de changements politiques : en Éthiopie, certaines des lois draconiennes du pays qui étaient utilisées pour réprimer la société civile ont été révisées ou remplacées, <u>notamment</u> la Proclamation sur les organisations caritatives et les sociétés de 2009. L'Éthiopie a également vu le retour d'exil de défenseurs des droits humains et les efforts de reconstruction de la société civile après plus d'une décennie de répression. En République démocratique du Congo, l'espoir d'une amélioration de l'espace civique a suivi l'élection du président Félix Tshisekedi le 30 décembre 2018 ; le nouveau président a <u>promis</u> de respecter la liberté fondamentale des citoyens et la liberté de la presse dans son discours d'investiture en janvier 2019. Des centaines de prisonniers politiques ont été libérés.

oudan | Photo de Mahmoud Hjaj/ Agence Anadolu



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

ETUDES DE CAS

UNE ANNÉE MOUVEMENTÉE AU SOUDAN : LE MOUVEMENT DE PROTESTATION DÉCLENCHE UNE RÉVOLUTION

Des manifestations ont <u>éclaté</u> dans plusieurs villes du Soudan à partir de la mi-décembre 2018, initialement à cause d'une augmentation des prix du carburant et de conditions économiques déplorables. Les manifestants ont égalementexigéledépartduprésidental-Bashir, au pouvoir depuis 29 ans. En réponse aux manifestations de masse, dans lesquelles les femmes ont joué un rôle important, les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes et des balles réelles, tuant des dizaines de personnes et en arrêtant des centaines d'autres, qui ont été maintenues dans des conditions carcérales désastreuses. Malgré l'éviction du président al-Bashir en avril 2019, les violations des droits humains ont persisté. Les protestations se sont poursuivies, demandant au Conseil militaire de transition de céder le pouvoir à une administration dirigée par des civils. Lors d'un sit-in devant le Ministère de la Défense dans la capitale Khartoum le 3 juin 2019, plus de 100 personnes ont été tuées lorsque les forces de sécurité, y compris les Forces de soutien rapide paramilitaires, ont attaqué les manifestants à l'aide de balles réelles et de gaz la crymogène, et ont empêché de four nir une assistance médicale aux blessés. La connexion Interneta été interrompue au même moment. La condamnation internationale et les pressions en faveur de la médiation ont suivi, notamment la suspension de l'adhésion du Soudan à l'Union africaine, qui a finalement contribué à un accord de partage du pouvoir entre le Conseil militaire de transition et une coalition de partis d'opposition. Un nouveau Conseil de transition dirigé par des militaires et des civils a été créé en août 2019 pour une période de trois ans jusqu'à la tenue d'élections. En outre, une déclaration constitutionnelle a été signée, qui comprend un chapitre sur les droits et libertés, promet des réformes institutionnelles et juridiques et cherche à apporter une paix "globale et durable". De nombreux défis et préoccupations demeurent sur le long chemin à parcourir, notamment la nécessité urgente de rendre des comptes pour les atteintes aux droits humains commises dans le passé, mais il existe des signes encourageants en faveur de réformes systématiques des droits humains attendues depuis longtemps.



Guinée | Photo de Getty Image

UN SUJET DE PRÉOCCUPATIONS : LA GUINÉE

La tension monte depuis que le parti au pouvoir en Guinée a lancé un appel public pour changer la Constitution actuelle de 2010, affirmant qu'elle serait nécessaire pour la "modernisation des institutions". Bien que le président Condé n'ait pas déclaré publiquement son intention de se présenter à nouveau, le moment choisi pour le faire - les élections présidentielles doivent avoir lieu en 2020 - fait croire aux observateurs qu'il vise un troisième mandat, au-delà des deux mandats autorisés par la Constitution. Les protestations contre tout changement constitutionnel en octobre 2019 ont été précédées par <u>l'arrestation et la poursuite en justice</u> de dirigeants de protestations, qui ont été condamnés à des peines de prison allant de six mois à un an, et ont été confrontés à une violence excessive de la part des forces de sécurité dans leurs tentatives de dispersion des manifestants. Les forces de sécurité ont tué au moins neuf personnes en trois jours de manifestations et d'affrontements. La Guinée a un passé d'impunité pour les meurtres de manifestants et de passants.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

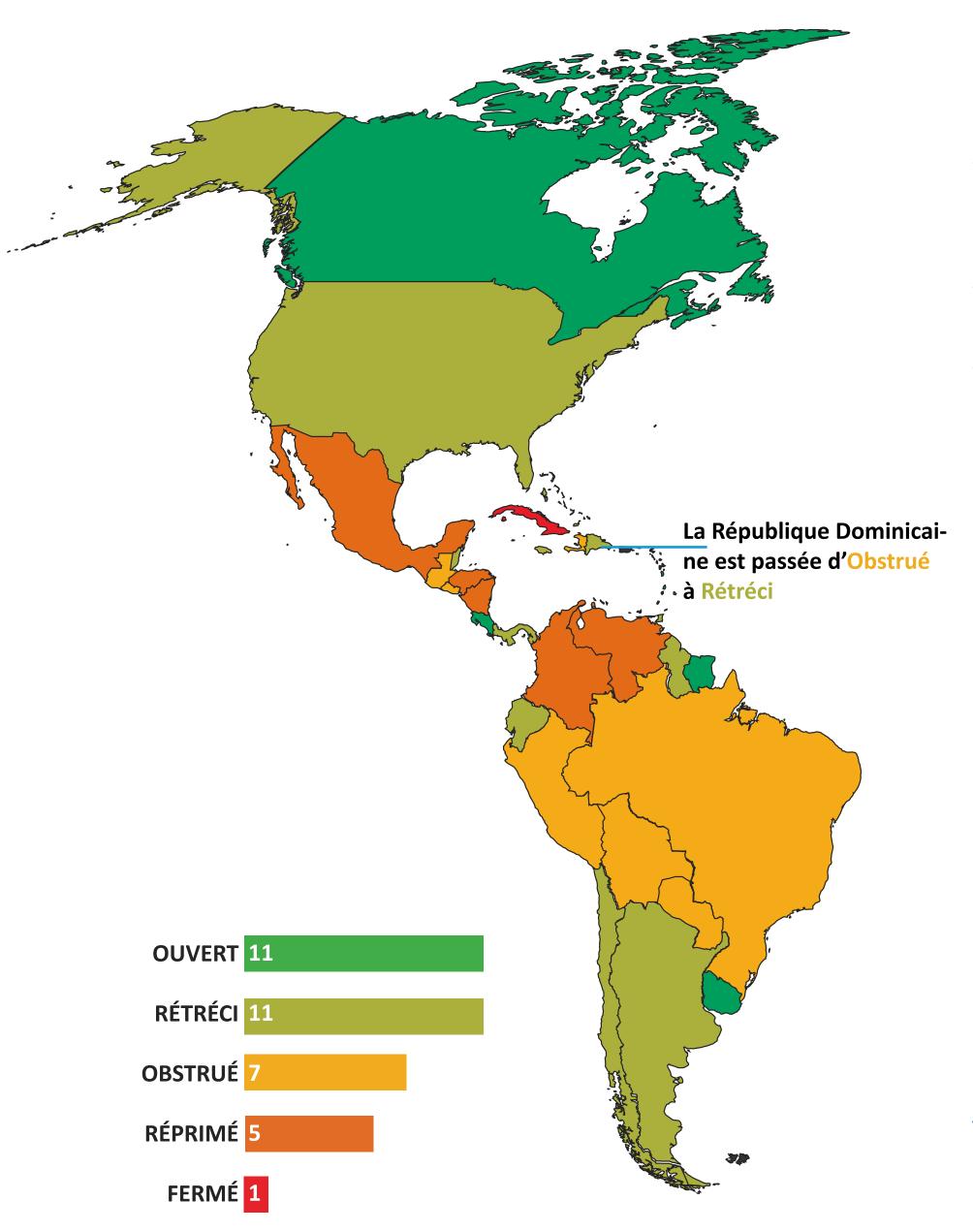
ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ



AMÉRIQUES APERÇU DES ÉVALUATIONS

L'exercice de la liberté civique peut faire courir de graves risques aux personnes dans les Amériques. Au cours de l'année écoulée, la détention de manifestants a souvent été utilisée comme une tactique pour démanteler les mouvements d'opposition et prévenir ou disperser les protestations. Dans toute la région, les personnes descendant dans la rue pour protester pacifiquement ont été accueillies avec une force excessive qui a mis à nu le visage violent de l'État. Invoquer et dénoncer la corruption et la criminalité, et exprimer des critiques à l'égard du pouvoir, sont des activités dangereuses : les journalistes des Amériques sont fréquemment victimes d'attaques et arrêtés pour leur travail. Les acteurs étatiques et non étatiques ont recours à toute une série de stratégies d'intimidation pour effrayer les défenseurs des droits humains, museler les critiques et faire taire la dissidence.

Les évaluations du CIVICUS Monitor montrent que l'espace civique n'est <u>ouvert</u> que dans 11 des 35 pays des Amériques, alors que 11 pays ont un espace civique qui est considéré comme <u>rétréci</u>. Plus de 526 millions de personnes vivent dans des pays où l'espace civique est sévèrement restreint. Dans la région, un pays - Cuba - est classé <u>fermé</u>, cinq <u>réprimés</u> et sept <u>obstrués</u>. Cependant, le CIVICUS Monitor a documenté de graves violations non seulement dans les pays où les libertés sont sévèrement restreintes, mais aussi dans ceux où l'État a généralement imposé peu de contraintes à l'espace civique. La répression étonnante des manifestations au Chili et en Équateur, deux pays considérés comme ayant un espace civique rétréci, a mis en évidence la fragilité de l'espace civique même là où les conditions s'étaient <u>améliorées</u>. En outre, le Monitor a documenté un environnement de plus en plus hostile à la presse et aux défenseurs des droits dans des pays comme le Brésil et les États-Unis.

Notre analyse montre une légère amélioration en République dominicaine, qui passe d'une situation obstruée à une situation d'espace civique rétréci. Ce changement reflète les récents progrès obtenus par la société civile dans l'utilisation des litiges pour contester les lois restrictives. Deux affaires intentées par des OSC ont amené la Cour constitutionnelle de la République dominicaine à se prononcer contre des lois punitives en matière de diffamation qui entravaient la liberté d'expression. Les protestations contre un amendement constitutionnel qui aurait permis au président Danilo Medina de se présenter pour un troisième mandat ont également montré que, bien que d'importantes restrictions de l'espace civique subsistent, la plupart des Dominicains sont capables de se mobiliser et de manifester pacifiquement.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

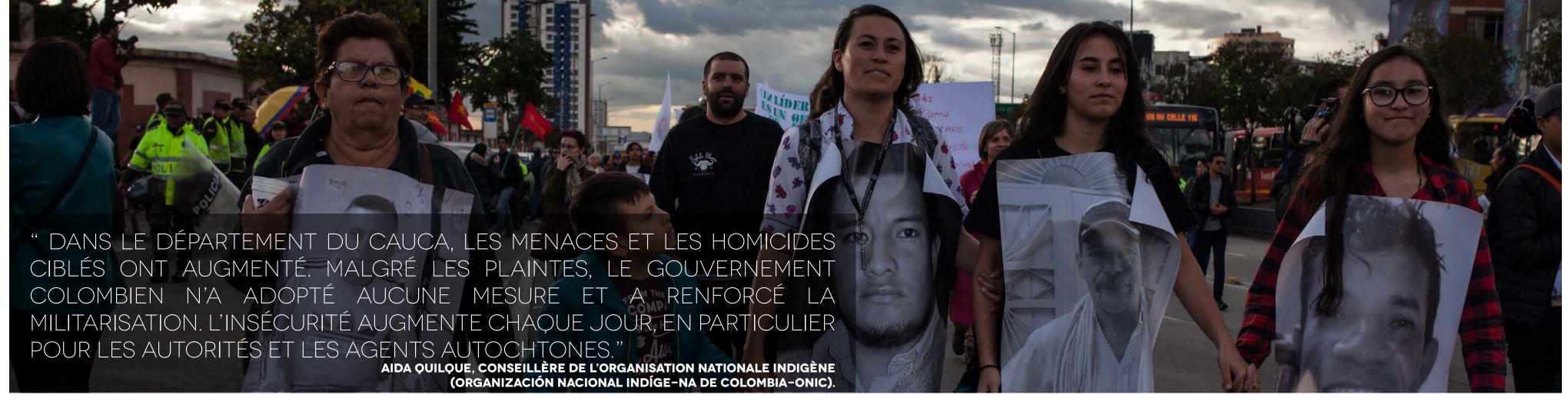
ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET **AFRIQUE DU NORD**

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE **LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ**



Colombie | Photo de Ovidio González

LES DÉFENSEURS DE PREMIÈRE LIGNE ATTAQUÉS

Les Amériques continuent d'être la région la plus meurtrière pour les défenseurs des droits humains. Entre octobre 2018 et le 11 novembre 2019, le CIVICUS Monitor fonciers luttant pour leurs territoires ont payé de leur vie. Ces deux groupes ont été particulièrement touchés par les violations de l'espace civique dans la région.

La <u>communauté indigène Pemon</u> au Venezuela a été assiégée pendant six jours en février Au Costa Rica, le dirigeant indigène Bribri Sergio Rojas Ortiz a été tué par balle à éhontées et répétées, faisant plus de 36 morts à ce jour en 2019. son domicile après avoir dénoncé les menaces proférées contre son peuple. Lors de manifestations de masse en Équateur, des groupes indigènes ont indiqué avoir été pris pour cible par la police anti-émeute et stigmatisés par les médias en raison de leur rôle dans les manifestations.

Au Honduras, les indigènes et les défenseurs des droits fonciers ont fait l'objet de menaces de mort et de harcèlement répétés, mais l'État n'a pas offert de protection a documenté des meurtres de défenseurs des droits humains dans sept pays de la efficace. En février 2019, deux activistes qui étaient sous le coup de mesures de région ; dans tous ces pays, des défenseurs des droits des autochtones et des droits précaution ont été tués. Pendant ce temps, les défenseurs sont toujours victimes de harcèlement judiciaire et de criminalisation pour leur travail. Une situation similaire existe au Guatemala, où les <u>femmes</u> défenseures de l'environnement et de la terre ont été particulièrement vulnérables.

2019, et au moins sept défenseurs ont été tués. Au Brésil, les communautés indigènes ont En Colombie, les communautés ethniques ont été déplacées, attaquées et rendues dénoncé une augmentation significative des invasions de terres et des violences depuis incapables d'accéder à la nourriture en raison des restrictions à la liberté de l'entrée en fonction du président Jair Bolsonaro en janvier 2019, avec plus de 160 invasions mouvement. Cette tendance n'est pas récente : sur 347 attaques contre des défenseurs signalées et au moins un défenseur tué. Au Mexique, le dirigeant indigène Julián Carrillo des droits en Colombie en 2018, 43% ont été commises contre des groupes Martínez a reçu plusieurs menaces et s'est caché dans les montagnes autochtones et d'origine africaine. Au-delà des chiffres, les communautés Tarahumara, mais cela n'a pas suffi pour échapper à son assassinat. ont été exposées. Dans la région du Cauca, les attaques contre le peuple Nasa ont été



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ



RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Dans les Amériques, les restrictions les plus documentées par le CIVICUS Monitor au cours de la période considérée ont été la détention de manifestants et de journalistes, les attaques contre des journalistes, l'intimidation et l'usage excessif de la force pendant les manifestations. La censure et le harcèlement restent également des violations relativement courantes.

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION AMÉRIQUES











Sur la base des 118 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 1er octobre 2018 et le 11 novembre 2019 concernant les pays de cette région.

Chili | Photo de Claudio Santana/ Getty Images



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

DÉTENTION DE MANIFESTANTS ET RECOURS EXCESSIF À LA FORCE

Un environnement difficile n'a pas empêché les gens des Amériques de protester publiquement pour faire connaître leurs revendications. Des manifestations ont été documentées dans 82 % des rapports du CIVICUS Monitor de la région depuis octobre 2018. Cependant, dans près de la moitié de ces rapports, des manifestants ont été arrêtés. Ces incidents ont été documentés dans 18 pays, parfois en réponse à des protestations violentes mais souvent comme une stratégie de démantèlement des mouvements sociopolitiques. A Cuba, par exemple, de nombreux dirigeants de mouvements de protestation ont été détenus, assignés à résidence ou menacés avant ou pendant des manifestations prévues. La détention de courte durée est utilisée par l'État cubain comme une tactique pour prévenir les protestations.

Les manifestations exprimant une dissidence politique, contestant les politiques gouvernementales ou exigeant des services de base ont souvent abouti à des arrestations en Bolivie, au Honduras, au Nicaragua et au Venezuela. Au cours des cinq premiers jours de la <u>crise</u> qui a éclaté en Bolivie à la suite de l'élection présidentielle contestée d'octobre 2019, 80 personnes ont été arrêtées et plusieurs ont été blessées par balle. Au Honduras, des OSC ont indiqué que le gouvernement avait pour <u>politique</u> de réprimer et de criminaliser la protestation sociale, en particulier autour des réformes de l'éducation et de la santé, ce qui a fait au moins neuf morts parmi les manifestants en 2019.

Les rapports du CIVICUS Monitor font état de multiples cas de criminalisation des manifestants. En février 2019, le Nicaragua a eu recours aux <u>lois antiterroristes</u> pour condamner les dirigeants des mouvements de protestation Medardo Mairena et Pedro Joaquín Mena Amador à des peines d'emprisonnement de plus de 200 ans. Alors que les autorités ont fait adopter à la hâte une <u>loi d'amnistie</u> par l'Assemblée nationale en juin 2019, qui a permis la libération d'au moins 56 prisonniers politiques, le gouvernement nicaraguayen continue d'utiliser des allégations de terrorisme pour détenir et harceler des personnes qui ont participé à des manifestations depuis avril 2018. Au Pérou, deux responsables d'une <u>grève</u> communautaire de 60 jours contre une mine de cuivre ont été accusés d'extorsion.

Dans plusieurs pays, des mouvements et des groupes particuliers ont été confrontés à des restrictions inégales dans l'exercice de leur droit de réunion pacifique. En réponse à la mobilisation contre les oléoducs, par exemple, les assemblées législatives de

plusieurs États des États-Unis ont présenté des projets de loi <u>restreignant</u> les manifestations à proximité des sites d'infrastructures, cherchant à criminaliser les participants.

Certains des cas les plus extrêmes ont eu lieu au Chili et en Équateur. En Équateur, les manifestations de grande ampleur contre l'austérité économique ont été à plusieurs reprises réprimées à partir d'avril 2019. Un train de mesures économiques annoncé en octobre 2019 a suscité des protestations de masse et a conduit à une répression brutale qui s'est traduite par des violences et un recours excessif à la force. En l'espace de dix jours de manifestations, au moins huit personnes ont été tuées et plus de 2 000 manifestants ont été blessés ou arrêtés. Pendant ce temps, au Chili, plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue en octobre 2019, mais le gouvernement chilien a eu recours à une répression sévère, déployant des troupes, déclarant l'état d'urgence et imposant un couvre-feu dans certaines régions du pays. Le résultat a choqué le continent : dans le mois qui a suivi les manifestations, les organisations nationales de défense des droits humains ont enregistré au moins 18 personnes tuées, 4 271 détenues et 1 305 blessées lors des manifestations. Plus d'une centaine de manifestants ont été partiellement aveuglés et des dizaines d'autres ont été blessés aux yeux par des balles en caoutchouc et des bombes à gaz utilisées par les forces de sécurité.

"Selon les données officielles du Bureau du Médiateur de l'Équateur, 1 132 personnes ont été détenues dans tout le pays, 1 340 personnes ont été légèrement ou gravement blessées et neuf ont été tuées lors des manifestations. A l'heure actuelle, environ 30 personnes sont encore détenues, mais des personnes sont libres et cependant encore criminalisées. Environ 70 personnes souffriront des blessures permanentes ". - Julio Yuquilema Yupangui, organisation autochtone Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador - CONAIE.

Le CIVICUS Monitor a également documenté des rapports sur le meurtre de manifestants en Bolivie, en Haïti, au Honduras, au Nicaragua et au Panama. En particulier, dans quatre pays - le Chili, Cuba, le Nicaragua et la Venezuela - des allégations de torture et de mauvais traitements de détenus ont été signalées.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE
LE POUVOIR

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ



ATTAQUES CONTRE DES JOURNALISTES

Trente pour cent de tous les rapports du CIVICUS Monitor sur les Amériques au cours de cette période ont enregistré des attaques d'acteurs étatiques ou non étatiques contre des journalistes. Ces attaques ont été signalées dans 12 pays. En dehors des zones de conflit, aucun autre pays au monde n'est aussi meurtrier pour les professionnels des médias que le Mexique : <u>au moins 10 reporters ont été tués</u> entrejanvieretoctobre 2019. Parallèlementaux multiples rapports sur les crimes violents et le harcèlement, qui incluent des enlèvements, des menaces de mort et des incendies et saccages de maisons de journalistes, il y a une rhétorique de plus en plus hostile envers les médias au Mexique. Les auteurs ne sont presque jamais traduits en justice : plus de 99 % des crimes commis contre des journalistes dans le pays ne sont pas résolus. Cette violence oblige certains médias et journalistes à <u>s'autocensurer</u>. Ainsi, le journal local El Monitor de Parral a annoncé sa décision de cesser de rendre compte des crimes après que son bureau ait été incendié. Le CIVICUS Monitor a également reçu des informations selon lesquelles des journalistes auraient été tués au Brésil, en Colombie et au Honduras en 2019.

Aux États-Unis, les attaques contre les journalistes ont été la tendance la plus fréquente documentée par le CIVICUS Monitor au cours de cette période. Des reporters <u>ont été attaqués alors qu'ils couvraient des manifestations</u> et ont fait l'objet d'<u>attaques verbales de la part de personnalités publiques</u> pour avoir fait leur travail. Des menaces <u>menaces réelles et simulées</u> ont conduit à l'évacuation des bureaux de certains médias et un journaliste indépendant a été <u>blessé</u> par balle à la jambe par un agent de sécurité.

INTIMIDATION

L'intimidation comprend toute action directe ou indirecte contre un défenseur des droits humains ou un journaliste et qui cherche à le dissuader de poursuivre son travail ou à lui faire craindre une attaque. L'intimidation englobe un large éventail de tactiques utilisées par des acteurs étatiques et non étatiques pour restreindre l'espace civique, y compris dans les pays où les attaques violentes sont moins fréquentes. Des cas d'intimidation ont été documentés dans 14 des 35 pays des Amériques au cours de la période considérée. Au Guatemala, plusieurs militants ont été victimes de <u>harcèlement judiciaire</u> en raison de leur travail sur les questions foncières. Au Brésil, le ministre de la Justice a envoyé la Garde nationale occuper la zone où le Indigenous <u>Free Land Encampment</u> prévoyait de se réunir dans la capitale, Brasília. Au Honduras, la police anti-émeute a utilisé des barrages routiers et des menaces d'arrestation pour empêcher les défenseurs des droits humains de documenter les excès des forces de sécurité lors d'une manifestation.

Les campagnes de diffamation et le harcèlement en ligne sont également régulièrement utilisés pour intimider les militants et les reporters, souvent menés par des acteurs non étatiques mais encouragés par des personnalités politiques clés. En Argentine, le gouverneur de Puerto Iguazú a envoyé un message audio encourageant ses partisans à maltraiter la journaliste Norma Devecchi après qu'elle eut publié une enquête sur la corruption. Aux États-Unis, le président Donald Trump a <u>l'habitude de faire des déclarations</u> qui dénigrent les journalistes, cherchent à les diffamer et à les délégitimer. Au Salvador, deux journalistes ont été victimes de <u>campagnes de diffamation et de harcèlement en ligne</u> de la part de partisans du président Nayib Bukele après qu'il eut partagé leurs commentaires critiques sur son compte Twitter. Lorsque les femmes sont visées, ces attaques sont souvent teintées de menaces de violence sexuelle et d'insultes misogynes.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAOUÉ

EVOLUTIONS POSITIVES

Si plusieurs pays des Amériques ont connu des troubles politiques et sociaux, l'année a également montré la résilience de la société civile. Les défenseurs de la liberté d'expression ont eu des raisons de se réjouir, car des actions en justice et des campagnes ont abouti à la suppression de la législation criminalisant la diffamation, la calomnie et la médisance, qui sont des accusations souvent utilisées pour persécuter les militants et les journalistes qui font des reportages sur la corruption ; avec une victoire notable en République dominicaine. Au Honduras, le Congrès national a annoncé la suppression des articles sur les "crimes contre l'honneur" du nouveau Code Pénal hondurien à la suite d'une campagne menée par la société civile et les médias, qui se sont mobilisés pour exiger une révision de la législation.

Alors que les défenseurs de l'environnement dans les Amériques sont confrontés à de grands risques, les États ont reconnu la nécessité de contrer la violence contre ces militants avec l'<u>Accord d'Escazú</u>. Il s'agit du premier instrument contraignant pour la région qui comporte des engagements spécifiques pour la protection des défenseurs de l'environnement. En octobre 2019, il avait été signé par 21 États et ratifié par 6. L'Accord a été fortement influencé par la société civile, dont la participation directe à la négociation et à la défense de cet accord a été cruciale.





2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ



UN PAYS PRÉOCCUPANT: LA COLOMBIE

Il a été si difficile de suivre la violence contre les défenseurs des droits humains en Colombie en 2019 que les organisations de défense des droits humains ont parfois choisi de ne pas publier les chiffres officiels des militants tués. La violence persistante du pays contre les leaders sociaux et le niveau élevé d'impunité pour ces crimes ont conduit des milliers de personnes à protester en juillet 2019. Un mois plus tard, les élections municipales ont entraîné une escalade de la violence, causant la mort de sept candidats politiques et l'agression ou la menace de 62 autres en deux mois de campagne. En outre, plusieurs hauts responsables de l'État, dont le vice-président, ont fait des déclarations troublantes stigmatisant ceux qui exercent leurs libertés d'association et de réunion pacifique. Fin septembre 2019, les manifestations étudiantes dans la capitale Bogota ont été lourdement réprimées par la police. Les organisations colombiennes de défense de la liberté des médias ont également signalé que la violence contre les médias s'est accrue, des centaines de violations de la liberté des médias ayant été recensées en 2019.

Colombie | Photo de Ovidio González/ Getty Images



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

RÉGION ASIE PACIFIQUE APERÇU DES ÉVALUATIONS

L'assaut contre la société civile et les libertés fondamentales a persisté en Asie et dans le Pacifique. Les principales violations de l'espace civique documentées par le CIVICUS Monitor dans la région depuis la précédente mise à jour comprennent la censure hors ligne et en ligne visant à réduire au silence les militants, les journalistes et autres critiques du gouvernement, ainsi que la suppression d'informations critiques par les États qui cherchent à contrôler le récit politique. De nombreux pays d'Asie et du Pacifique continuent également à utiliser des lois restrictives pour criminaliser la liberté d'expression et de réunion pacifique, en particulier des lois pénales sur la diffamation. Ces lois ont un effet dissuasif sur les personnes qui remettent en question le pouvoir en place. On signale également de plus en plus souvent que les autorités harcèlent les défenseurs des droits humains et qu'elles arrêtent et détiennent des manifestants pacifiques.

En Asie, sur 25 pays, quatre sont considérés comme ayant un espace civique fermé, huit étant réprimés et dix obstrués. Au Japon et en Corée du Sud, l'espace civique est considéré comme rétréci, ce qui fait de Taiwan le seul pays asiatique considéré comme ouvert. Dans le Pacifique, le bilan est plus positif, avec six pays classés comme ayant un espace ouvert et trois classés comme ayant un espace rétréci, tandis que Fidji, Nauru et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont dans la catégorie des espaces obstrués.

Dans toute l'Asie et le Pacifique, trois pays ont été rétrogradés en raison des tentatives de l'État de réduire au silence les militants et les journalistes ou de la nouvelle législation qui restreindra l'espace civique.

L'Inde, la plus grande démocratie du monde, a été déclassée dans la catégorie des pays réprimés en raison de la restriction accrue de l'espace pour la dissidence en 2019 et en particulier à la suite de la réélection du Premier ministre Narendra Modi



Hong-Kong | Photo de Anthony Kwan/ Getty Images

en mai 2019. Des dizaines de <u>militants</u> ont été intimidés, agressés ou tués, et des dizaines de journalistes ont été <u>criminalisés</u>, agressés ou <u>tués</u> pour avoir fait leur travail. Selon les fréquentes mises à jour du CIVICUS Monitor, les lois sur la <u>sédition</u>

et d'autres lois restrictives telles que la Loi sur la Sécurité Nationale et la Loi sur la Prévention des Activités Illégales ont été utilisées contre des <u>étudiants</u>, des <u>universitaires</u> et des militants pour faire taire les critiques du gouvernement. Le gouvernement indien a continué à utiliser la Loi sur la Réglementation des Contributions Etrangères pour <u>restreindre et interdire le financement étranger</u> ou pour <u>enquêter</u> sur des OSC critiques comme le Lawyers Collective, une OSC cofondée par les défenseurs des droits humains et avocats Indira Jaising et Anand Grover. Depuis août 2019, l'Inde a également connu de sévères restrictions des libertés fondamentales au <u>Cachemire</u> sous administration indienne. Des centaines de militants politiques, de défenseurs des droits humains et de dirigeants communautaires ont été <u>arrêtés</u> ou placés sur une liste de personnes <u>interdites de déplacement</u> aérien et un <u>blocage</u> des communications a été imposé.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

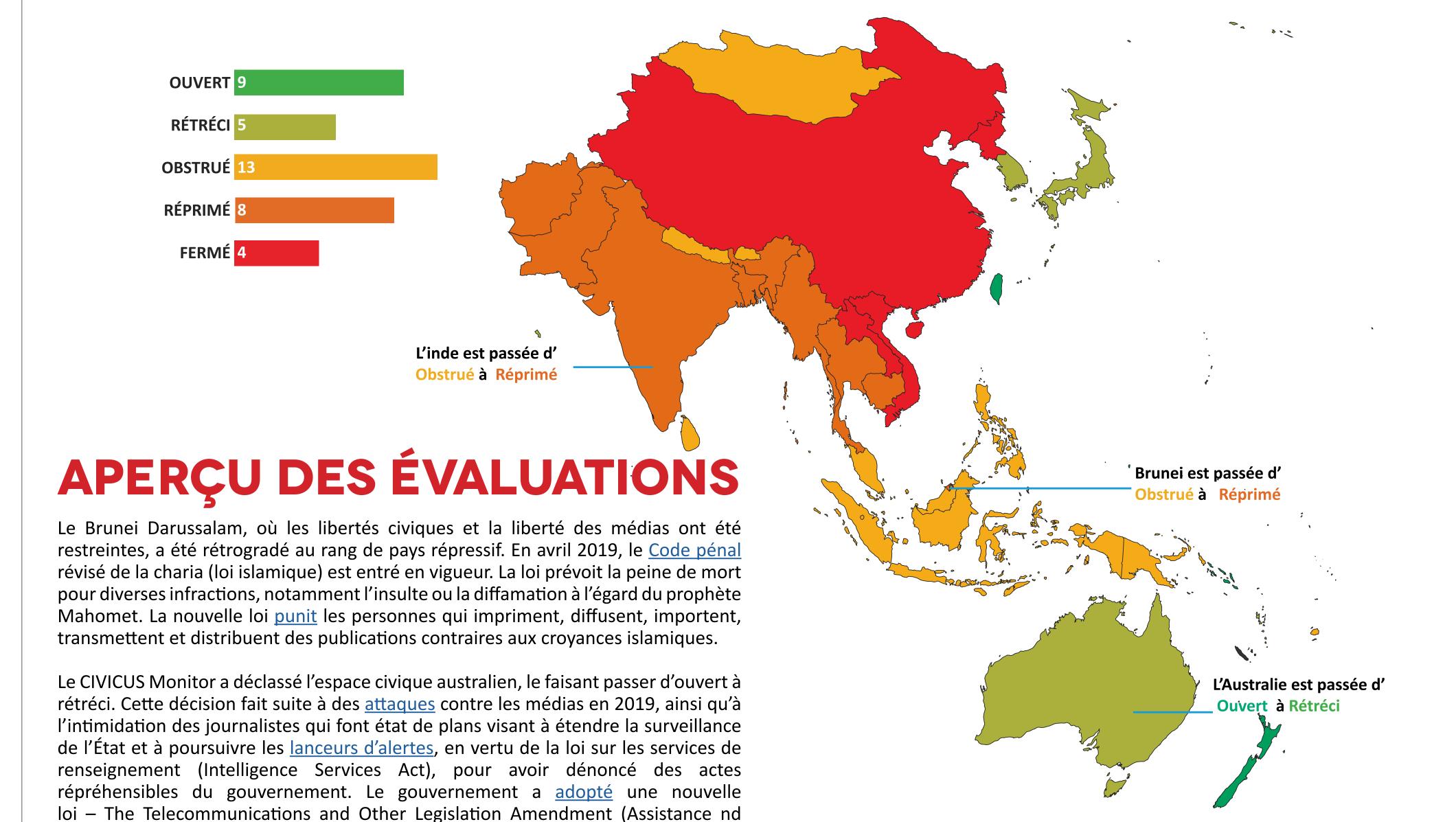
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE LE POUVOIR

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ



Acess) Bill - qui permettrait aux autorités chargées de l'application de la loi de forcer

les entreprises de technologie à remettre les informations sur les utilisateurs, même

si elles sont protégées par un cryptage de bout en bout, ce qui suscite des inquiétudes

quant au droit à la vie privée et à la protection des données personnelles. Les

groupes de défense des droits humains ont également fait part de leurs

préoccupations concernant les pouvoirs étendus dont disposent les forces de l'ordre

en vertu de la loi australienne sur l'Organisation de la Sécurité des Renseignements (AustralianSecurity Intelligence Organisation Act), ce qui aurait un effet <u>paralysant</u> sur la production de rapports publics.



2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE











Sur la base des 123 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 1er octobre 2018 et le 11novembre 2019 concernant les pays de cette région.





2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE

ATTAQUÉ

CENSURE

La violation de l'espace public la plus courante en Asie et dans le Pacifique, documentée par le CIVICUS Monitor au cours de cette période, est la censure, qui s'est produit dans 24 pays. Le gouvernement chinois en a été le principal responsable, poursuivant l'expansion de son régime de censure et bloquant les médias critiques et les sites de réseaux sociaux. Cela s'est produit en particulier à l'approche du 30ème anniversaire de la répression sur la place Tiananmen en juin 2019 et aussi autour des manifestations antigouvernementales à Hong Kong ; le gouvernement a bloqué la couverture des manifestations sur le plan national, déployé des trolls contre les manifestants et mené des campagnes de désinformation. Le gouvernement a également tenté de censurer les informations diffusées par-delà les frontières et aux Nations unies, en particulier celles qui concernent les exactions commises à l'encontre du peuple ouïghour.

La censure a également été utilisée dans un certain nombre d'autres pays de la région, notamment au Bangladesh, au Pakistan, à Singapour et en Thaïlande, par des tactiques telles que le blocage des émissions de télévision et des sites d'information sur Internet et le ciblage des journalistes. Au Bangladesh, les autorités ont bloqué Al Jazeera, le portail populaire d'information Poriborton.com et de nombreux autres portails d'information et sites Internet critiques envers l'Etat. En Thaïlande, la censure a rapidement augmenté à l'approche des élections de mars 2019. Les autorités thaïlandaises ont suspendu Voice TV, coupé les liaisons internationales et pris pour cible des journalistes dans le cadre d'une campagne de censure des reportages. Au Pakistan, les autorités ont tenté de limiter la couverture médiatique de la mobilisation massive des Pachtounes pour revendiquer leurs droits en <u>harcelant</u> et en criminalisant les journalistes. A Singapour, les autorités ont pris pour cible le site d'information indépendant The Online Citizen, qui a été menacé de diffamation dans le but de supprimer ses reportages critiques. Un black-out des communications a été imposé en <u>Papouasie occidentale</u>, où des manifestations de soutien à l'indépendance ont été organisées en Indonésie et dans les États de Chin et de Rakhine au Myanmar. Des attaques contre des journalistes ont été documentées dans dix pays, des journalistes ayant été tués en Afghanistan, en Inde, en Indonésie, au Pakistan et aux Philippines. Dans le Pacifique, la censure a été documentée dans cinq pays, dont Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.





2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

LOIS RESTRICTIVES

La deuxième violation la plus courante documentée pendant cette période a été l'utilisation d'un ensemble de lois restrictives pour étouffer la société civile et criminaliser les libertés civiques. Cela a été documenté dans au moins 22 pays d'Asie et du Pacifique. Les lois pénales sur la diffamation ont été la méthode la plus fréquemment utilisée pour réprimer la dissidence, documentée dans au moins 19 pays de la région. Au Bangladesh, des dizaines de critiques et de journalistes ont été persécutés en vertu de la Loi <u>draconienne</u> sur la Sécurité Numérique, tandis qu'au Sri Lanka, la loi de 2007 sur le Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques - une loi destinée à protéger les droits humains - a été utilisée pour criminaliser l'expression pacifique. En Malaisie, les lois pénales sur la diffamation ont été utilisées pour poursuivre en justice les critiques en ligne de la religion et de la monarchie, tandis qu'aux Philippines, les politiciens de l'opposition, les chefs religieux et les défenseurs des droits humains qui ont <u>critiqué</u> le président Rodrigo Duterte sont confrontés à des accusations de sédition et autres griefs. Dans le Pacifique, des lois pénales sur la diffamation ont été utilisées à <u>Samoa</u> et à <u>Vanuatu</u> pour faire taire les critiques.

D'autres lois restrictives ont été documentées, notamment les lois sur la <u>sécurité</u> <u>nationale</u> au Vietnam, où plus d'une centaine de militants sont en prison, et le recours aux lois antiterroristes au Pakistan pour poursuivre des militants comme <u>Gulalai</u> <u>Ismail</u> pour avoir critiqué l'État. En Indonésie, l'information et les transactions électroniques ont été utilisés pour <u>criminaliser</u> l'"incitation" en ligne, l'avocate des droits humains Veronica Koman faisant partie des personnes visées pour son activisme, tandis que des manifestants pacifiques de Papouasie occidentale ont été <u>poursuivis</u> pour "rébellion".

Les autorités ont également eu recours à des lois restrictives pour perturber les manifestations. Au Myanmar, des dizaines de manifestants ont été <u>inculpés</u> en vertu du Code pénal et de la loi sur les Rassemblements et les Manifestations Pacifiques pour avoir protesté contre le conflit armé ou s'être opposés à des projets de développement. Aux Fidji, la loi de 2012 sur l'Ordre Public (Amendement) a été utilisée pour <u>disperser</u> des manifestations pacifiques.





UNE CRISE CONTINUE DE

L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

HARCÈLEMENT

Le harcèlement des militants et des journalistes en Asie et dans le Pacifique est une autre violation courante, documentée dans 21 pays de la région. En Chine, les militants continuent de subir diverses formes de harcèlement, notamment la surveillance, l'assignation à résidence, la détention temporaire et l'interdiction de voyager. Au Népal, les journalistes sont confrontés à toute une série de risques et de menaces pour avoir entrepris leur travail, tandis qu'au Bangladesh, les militants de la société civile sont confrontés à des campagnes de diffamation. Au Vietnam, les militants font l'objet d'une surveillance intense, tandis qu'au Cambodge, des militants de l'opposition du Cambodia National Rescue Party ont été menacés et attaqués. Parmi les autres pays où les militants ont été harcelés, on peut citer Fidji, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines et la Thaïlande.

EVOLUTIONS POSITIVES

Le CIVICUS Monitor a également documenté les évolutions positives de l'espace civique dans la région au cours de l'année. Aux Maldives, une loi contre la diffamation a été abrogée par le nouveau gouvernement, tandis qu'en Malaisie, le gouvernement a supprimé sa loi répressive sur les fausses nouvelles, et la Commission Nationale des Droits Humains a conclu une enquête sur la disparition forcée de militants. À Taiwan, la communauté LGBTQI a remporté une grande victoire lorsque, à la suite d'un vaste plaidoyer de la société civile, le Parlement a légalisé le mariage entre personnes de même sexe lors d'un vote historique. À Hong Kong, face à la répression, les protestations de masse ont au moins conduit au retrait de la loi d'extradition. Les grèves climatiques ont suscité une mobilisation dans toute la région, du Pakistan aux Samoa.





2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

UN PAYS PRÉOCCUPANT: HONG KONG

Le CIVICUS Monitor a documenté une régression significative de l'espace civique à Hong Kong depuis le début des manifestations de masse en juin 2019. Des <u>rapports</u> font état d'un recours excessif et meurtrier à la force par les forces de sécurité contre les manifestants, dont certains ont été arrêtés arbitrairement, ainsi que des preuves de torture et d'autres mauvais traitements en détention, et cela en toute impunité. Au moins 750 des personnes arrêtées au cours des quatre premiers mois étaient des enfants. Si la grande majorité des manifestations étaient pacifiques, il y a eu aussi des actes de violence commis par les manifestants, qui semblent s'être intensifiés parallèlement à l'usage excessif de la force par la police.

Il y a eu de nombreux <u>cas</u> de harcèlement et d'attaques contre des journalistes, qui ont notamment été aspergés de gaz poivré, agressés et frappés par des balles en caoutchouc ou en éponge, tandis que des manifestants ont été attaqués en toute impunité par des malfrats. Des dirigeants de manifestations ont également été <u>attaqués</u> par des inconnus et certains militants pro-démocratie ont été <u>arrêtés</u> et inculpés.

En octobre 2019, le gouvernement a <u>invoqué</u> une loi datant de l'époque coloniale, l'Ordonnance sur les Mesures d'Urgence, pour interdire les couvre-visages lors des rassemblements publics. Cette loi accorde également au gouvernement de Hong Kong de vastes pouvoirs de détention et le pouvoir de restreindre les libertés de réunion et d'expression pacifiques. La loi a été par la suite <u>déclarée</u> inconstitutionnelle par la Haute Cour de Hong Kong.



Hong-Kong | Photo de Anthony Kwan/ Getty Images



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE LE POUVOIR

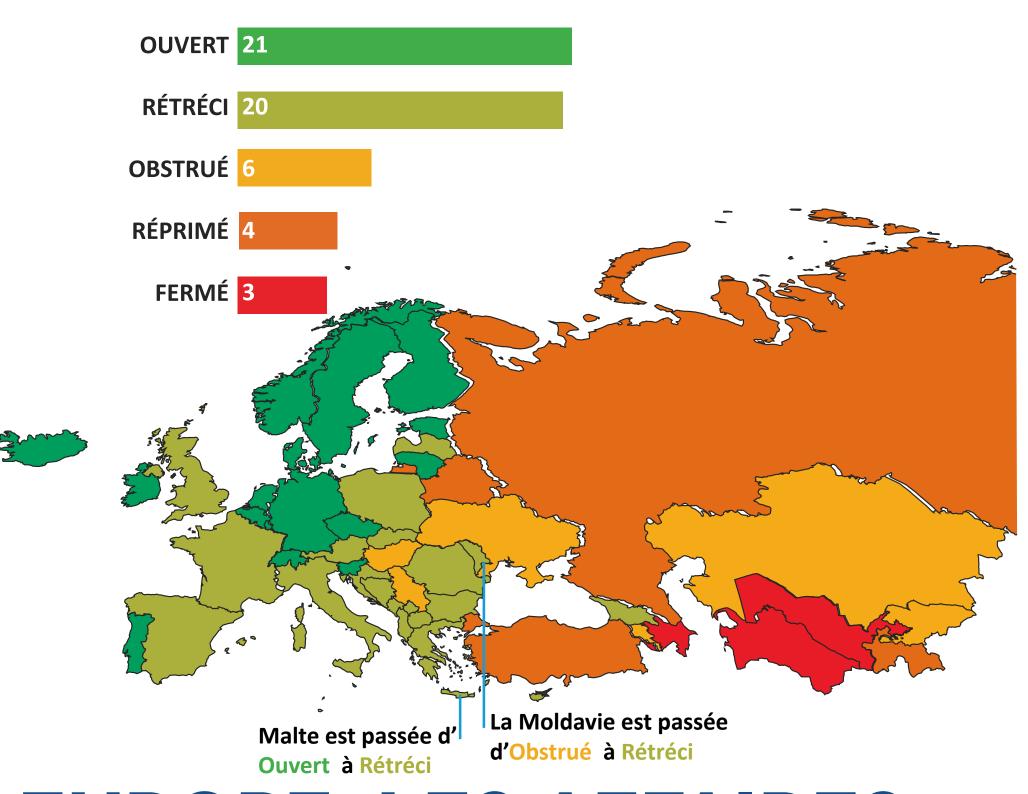
LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

EUROPE ET ASIE CENTRALE APERÇU DES ÉVALUATIONS

Les conditions de l'espace civique en Europe et en Asie centrale - une région qui comprend 54 pays - sont variées et complexes. La dernière analyse du CIVICUS Monitor montre que les conditions pour la société civile restent difficiles et qu'aucune amélioration majeure n'a été documentée au cours de l'année écoulée. Depuis novembre 2018, l'analyse montre une baisse notable de la qualité de l'espace civique dans deux pays : Malte et la Serbie, par rapport à une amélioration dans un pays, la Moldavie.

Alors que des protestations <u>généralisées</u> ont eu lieu dans toute la Serbie en 2019, le Parti progressif serbe a pris une série de mesures pour restreindre le travail des journalistes indépen dants, de groupes de la société civile et d'autres personnes contestant le pouvoir. Comme les conditions de la société civile se sont détériorées au cours de l'année, l'évaluation de l'espace civique de la Serbie est <u>passée</u> de rétrécie à obstruée.

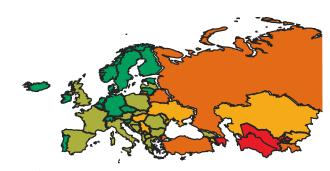
A Malte, l'environnement est devenu de plus en plus <u>hostile</u> pour les journalistes, en particulier pour ceux qui font des reportages sur la corruption. L'impunité qui a suivi l'<u>assassinat</u>, en 2017, de l'éminente journaliste d'investigation Daphne Caruana Galizia a créé un espace où l'État peut intimider et harceler les militants et ceux qui plaident pour la justice. La détérioration de la liberté d'expression a fait chuter Malte de 30 places au cours des deux dernières années, selon le classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. En conséquence, le classement de l'espace civique de Malte est passé d'ouvert à rétréci.



EUROPE: LES AFFAIRES CONTINUENT?

Bien que l'Union européenne (UE) reste la région du monde qui compte le plus grand nombre de pays disposant d'un espace civique ouvert, les conditions de la société civile continuent de se détériorer. Les restrictions aux libertés fondamentales ont continué à avoir lieu dans de nombreux pays, les États tentant de censurer ceux qui contestent le pouvoir, en faisant souvent un usage excessif de la force lors des manifestations.

En Croatie, par exemple, les journalistes sont <u>exposés</u> à toute une série de pressions, d'attaques, de menaces, de censure et de poursuites. Par exemple, les journalistes de la Novi List ont reçu des menaces de mort d'une source inconnue en mai 2019. En Tchéquie, les médias sont <u>de plus en plus</u> polarisés et les politiciens traditionnels continuent de <u>saper</u> les médias critiques. La montée des partis de droite et d'extrême droite dans un certain nombre de pays de l'UE <u>continue</u> également à avoir un impact négatif sur l'espace civique. En Estonie, les actions du parti populaire conservateur



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE **LUTTE DANS LES RUES**

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE **LE POUVOIR DU PEUPLE** ATTAQUÉ

poursuivi sa régression, notamment en promulguant une législation régressive et en s'attaquant aux activistes et aux critiques, manifestement sans se laisser décourager par les pressions des institutions régionales et internationales.

Malgré la pression accrue exercée sur la société civile et les militants, les gens ont continué à descendre dans la rue pour demander justice, défier les puissants et exiger le changement. Certains États, incapables de faire face aux critiques, ont eu recours à une force excessive pour disperser les manifestants.

En France, le <u>mouvement</u> des Gilets jaunes a organisé régulièrement des manifestations de masse dans tout le pays à partir de novembre 2018 et pendant la majeure partie de l'année 2019. À quelques exceptions près, les manifestations ont été en grande partie pacifiques, mais la police a eu <u>recours</u> à un usage <u>disproportionné</u> de la force contre des manifestants pacifiques, causant des blessures physiques et des dommages graves à des centaines de ces manifestants. Les tentatives du gouvernement pour restreindre les droits à la liberté de réunion ne se sont pas arrêtées là. Le président Emmanuel Macron a promulgué la loi controversée "anti-émeutes" qui contient des <u>dispositions</u> restreignant la liberté de réunion pacifique.

Dans les pays qui ne sont pas membres de l'UE, les conditions de l'espace civique sont bien pires, l'amélioration du classement de la Moldavie étant une rare lueur d'espoir.

La répression de l'espace civique en Russie se poursuit avec la criminalisation de la prise de parole, la détention et la condamnation des défenseurs des droits humains et l'application de la "loi sur les agents étrangers", qui pénalise la société civile ayant un lien quelconque avec le soutien international. En Turquie, le gouvernement du président Recep Tayyip Erdoğan a continué à réprimer l'espace civique, laissant peu de place à l'exercice des libertés civiques, en bloquant des sites web, en ciblant des militants et des journalistes et en faisant un usage excessif de la force contre les manifestants.

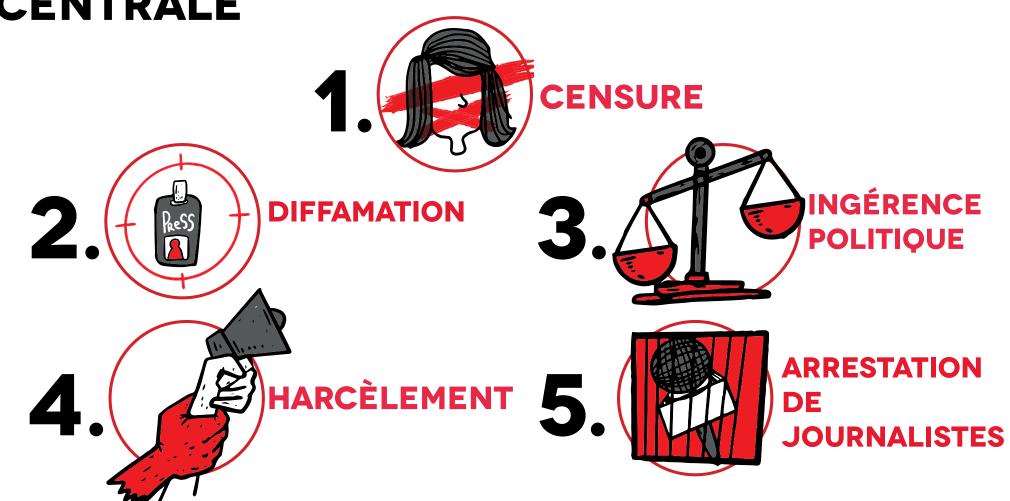
En Asie centrale, bien que certains signes positifs de changement aient été observés, l'amélioration des droits humains a généralement été lente ; sur les cinq pays de la région, deux ont un espace civique considéré comme obstrué, un réprimé et deux fermés. Au Kazakhstan, bien que le président Nursultan Nazarbayev ait démissionné en mars 2019 après presque trois décennies au pouvoir, il n'y a eu aucun signe d'amélioration sous le président nouvellement élu Kassym-Jomart Tokayev. Au cours de la période qui a précédé l'élection présidentielle de juin 2019, les violations des droits humains ont atteint un nouveau sommet, marqué par la réaction

nationaliste estonien, notamment la diffamation publique des médias, ont suscité des répressive des autorités face aux manifestations pacifiques. Pendant plusieurs jours de inquiétudes quant aux pressions exercées sur la liberté des médias et les journalistes manifestations, la police et les forces spéciales ont arrêté plusieurs milliers de indépendants et critiques. Comme l'année précédente, le gouvernement hongrois a manifestantspacifiques, faisant souvent un usage excessif de la force. En outre, les autorités ont périodiquement bloqué l'accès aux réseaux sociaux et aux applications de messagerie et entravé le travail des journalistes qui couvraient les manifestations.

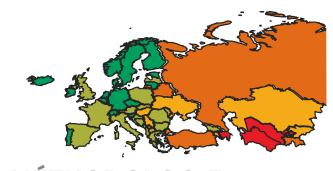
> En Ouzbékistan, malgré certains signes de changement et l'intention déclarée du gouvernement d'accorder à la société civile et aux défenseurs des droits humains un espace pour mener à bien leur travail, l'environnement opérationnel des OSC reste très <u>précaire</u>. On a signalé des cas de harcèlement et d'intimidation par des fonctionnaires de l'État à l'encontre d'avocats qui aident à la tentative d'enregistrement d'ONG de défense des droits humains. En outre, des militants de la société civile, des journalistes et des défenseurs des droits humains ont continué à subir des représailles pour leurs activités pacifiques et nombre des anciens prisonniers politiques qui ont été libérés de prison depuis l'arrivée du président Mirziyoyev ont été maintenus sous la surveillance de l'État.

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION EUROPE ET ASIE **CENTRALE**



Sur la base des 152 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 1er octobre 2018 et le 11novembre 2019 concernant les pays de cette région.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

En Europe et en Asie centrale, les restrictions les plus fréquemment documentées par le CIVICUS Monitor au cours de l'année écoulée ont été la censure, la diffamation publique, l'ingérence politique, le harcèlement et la détention de manifestants.

CENSURE

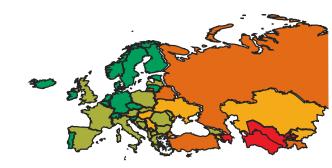
Comme l'année dernière, le CIVICUS Monitor a documenté la censure comme étant la violation la plus fréquente utilisée par les autorités en Europe et en Asie centrale afin d'étouffer la dissidence et le débat et de contrôler le récit public. En Hongrie, la télévision publique a <u>refusé</u> de diffuser le dernier <u>clip vidéo</u> du groupe Besh o DroM, qui montrait des oligarques jouant avec la population comme avec des pions. Dans d'autres pays, les partis conservateurs s'efforcent d'empêcher la couverture de sujets qu'ils jugent inappropriés, notamment les questions de <u>genre</u> et des personnes LGBTQI. Le blocage de sites Internet est devenu une <u>pratique</u> courante en Azerbaïdjan, sous prétexte qu'une partie de leur contenu est diffamatoire.

La censure peut également avoir pour effet de priver le public de l'accès à certaines parties d'Internet, généralement pour éviter que les responsables de violations des droits humains aient à répondre de leurs actes, comme cela a été le <u>cas</u> au Kazakhstan lors de l'élection de juin 2019. Dans les cas les plus extrêmes, l'accès aux sites de réseaux sociaux étrangers et aux applications de messagerie ne sont pas disponibles, notamment au Turkménistan, étant donné la <u>restriction</u> de l'accès aux réseaux privés virtuels (VPN).

DIFFAMATION PUBLIQUE

Les États de la région font preuve de moins de tolérance à l'égard des opinions critiques, des exigences de reddition de comptes et de la liberté d'expression. Une tactique fréquente documentée par le CIVICUS Monitor est l'utilisation de campagnes de diffamation contre la société civile. En Autriche, des <u>déclarations</u> attaquant la réputation d'OSC indépendantes et critiques sont utilisées de plus en plus systématiquement. Il existe une tendance constante et alarmante des fonctionnaires serbes à salir les OSC. En septembre 2019, le président serbe Aleksandar Vučić a <u>pris pour cible</u> deux OSC impliquées dans la surveillance des élections et la bonne gouvernance, les qualifiant de "menteurs".





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE **LE POUVOIR** DU PEUPLE ATTAQUÉ

EVOLUTIONS POSITIVES

Certains développements positifs ont été signalés par le CIVICUS Monitor au cours de cette période, alors que la société civile poursuit la lutte pour une société plus juste et plus équitable face aux restrictions. Après deux ans de plaidoyer intensif de la part des OSC, le gouvernement lituanien a promis de créer un Fonds national des ONG en modifiant la loi sur le développement des ONG. Au cours de l'année écoulée, le CIVICUS Monitor a également documenté 11 cas de libération de défenseurs des droits humains, notamment en Azerbaïdjan et en Turquie, et publié sept rapports impliquant une décision de justice qui a eu un impact positif sur l'espace civique.

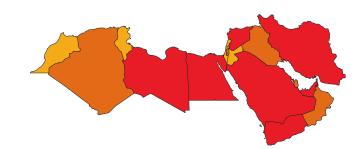
UN PAYS PRÉOCCUPANT: MALTE

En 2017, l'éminente journaliste d'investigation Daphne Caruana Galizia, qui avait fait des reportages sur la corruption de l'État, a <u>tuée</u> tuée par une voiture piégée. L'attentat a mis en évidence l'hostilité croissante à l'égard des journalistes à Malte. Deux ans après l'assassinat, les OSC ont <u>déclaré</u> que les autorités n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour que justice soit rendue à Daphne. Sa famille, ainsi que les militants qui font campagne pour que justice soit faite, ont continué à être la cible de harcèlement.

En outre, des cas de harcèlement ont été documentés, en particulier contre des activistes anti-corruption. Par exemple, une enquête récente de The Shift News a documenté des attaques coordonnées contre des activistes anti-corruption et la famille de Daphne Caruana Galizia, y compris des appels à la violence sexuelle par des membres de groupes Facebook qui soutien-nent le Premier ministre maltais Joseph Muscat.



France | Photo de Kiran Ridley/ Getty Images



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

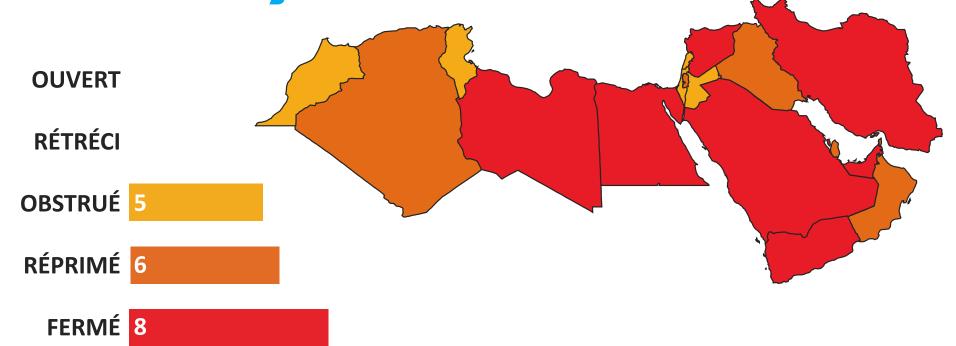
MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

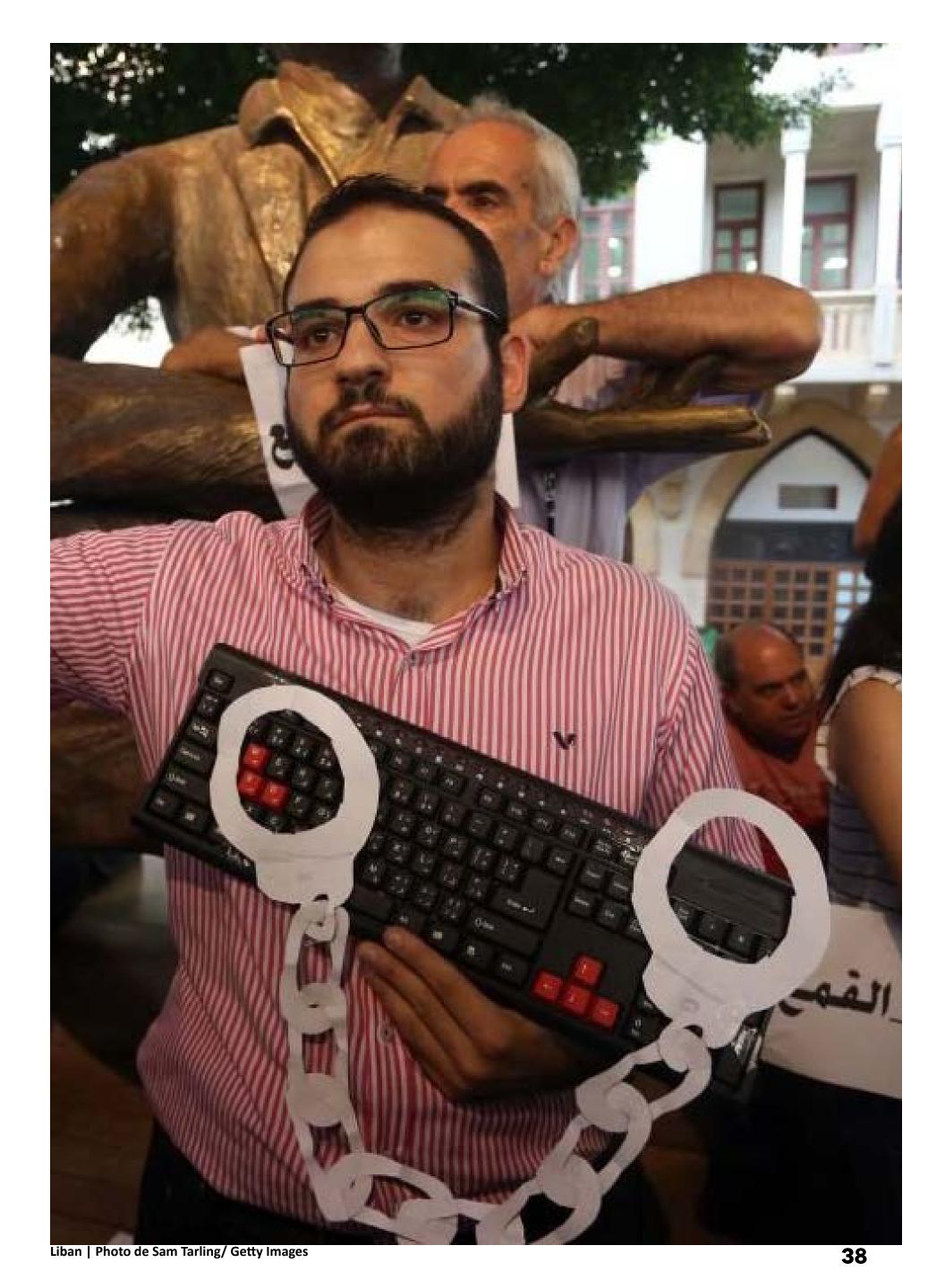
MOYEN ORIENT ETAFRIQUE DU NORD APERÇU DES ÉVALUATIONS



L'espace civique continue d'être remis en question dans la région MENA, qui détient l'un des pires records de libertés civiques au monde. Les dernières évaluations du CIVICUS Monitor montrent que l'espace civique est considéré comme fermé dans huit pays, tandis que dans six pays il est considéré comme réprimé et dans cinq comme obstrué. Aucun pays de la région MENA n'a d'espace civique ouvert ou rétréci.

La liberté d'expression est particulièrement menacée dans la région, car diverses restrictions ont été documentées, montrant que les journalistes, les écrivains et autres personnes qui expriment leur dissidence supportent une grande partie du poids de la fermeture de l'espace civique. Le ciblage, les attaques violentes et les meurtres de journalistes en Palestine et les assassinats de l'éminent journaliste libyen Mohammed Bin Khalifa, de l'écrivain et romancier irakien Dr Alaa Mashthob Abboud et du journaliste saoudien Jamal Ahmad Khashoggi ne sont que quelques exemples de personnes qui paient le prix de leur vie, les autorités et les groupes non étatiques ayant pris des mesures inconsidérées pour faire taire leurs voix.

Dans toute la région, les femmes et les personnes qui défendent les droits des femmes ont continué d'être systématiquement prises pour cibles par les autorités.





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Au cours de l'année écoulée, les trois violations les plus courantes dans la région, telles que documentées par le CIVICUS Monitor, ont été la censure, la détention de journalistes et le harcèlement. La détention de défenseurs des droits humains et l'intimidation complètent la liste des cinq violations de l'espace civique les plus courantes signalées dans la région MENA.

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

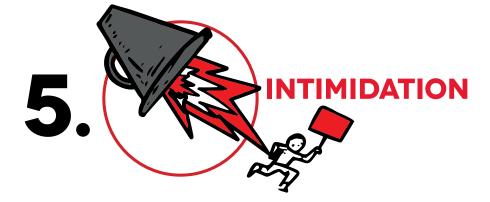




ARRESTATION E
JOURNALISTES







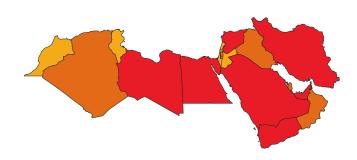
Sur la base des 41 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 1er octobre 2018 et le 11novembre 2019 concernant les pays de cette région.

CENSURE

La censure a été la violation la plus souvent signalée et documentée par le CIVICUS Monitor au cours de la dernière année. Cela marque un changement par rapport à l'analyse des principales violations dans notre rapport de novembre 2018, où la détention des défenseurs des droits humains était classée comme la violation la plus courante dans la région.

La censure a pris diverses formes, notamment le <u>blocage de sites Internet</u>, comme cela s'est produit en Égypte pendant la période précédant le vote du référendum d'avril 2019 sur les amendements constitutionnels qui ont renforcé le pouvoir du président Abdel Fattah-el-Sisi. Le <u>blocage et la perturbation des réseaux sociaux</u> ont également été signalés lors des manifestations qui ont débuté en septembre 2019 contre la corruption de l'État en Égypte. En Arabie saoudite, les autorités ont censuré et fait retirer une émission de comédie satirique du service de streaming <u>Netflix</u>. La censure s'est également traduite par l'interdiction ou la <u>suspendu</u> de certains médias, comme ce fut le cas en Irak, où les autorités ont suspendu la licence de la chaîne régionale Al-Hurra, après qu'elle eut diffusé un reportage d'investigation impliquant des liens entre des organes de l'État et des groupes armés ; en octobre et novembre 2019, Internet et les réseaux sociaux ont également été complètement coupés en Irak.

Les gouvernements ont souvent eu recours aux lois sur la cybercriminalité pour punir les voix dissidentes. Au Koweït, des défenseurs des droits humains tels qu'AbdulhakimAl-Fadhli, Hamed Jameel et Khalifa Al-Anezi ont été convoqués par les autorités pour leurs activités sur les réseaux sociaux ; ils sont toujours en prison, parmi dix militants des droits des Bédouins apatrides. Au Bahreïn, la Cour de cassation, la juridiction de dernier recours, a rejeté l'appel du défenseur des droits humains Nabeel Rajab', confirmant ainsi sa condamnation à cinq ans de prison pour des publications dans les réseaux sociaux datant de 2015 et qui étaient critiques envers le gouvernement bahreïnien. Aux Émirats arabes unis, le défenseur des droits humains Ahmed Mansoor est toujours en mauvaise santé et il est détenu en isolement dans la prison Al-Sadr d'Abu Dhabi, sans lit ni eau courante. Il purge une peine de dix ans d'emprisonnement pour ses activités de défense des droits humains en ligne ; le blogueur Osama Al-Najjar a finalement été libéré deux ans après la fin de sa peine.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION **RÉGIONALE LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ**

ARRESTATION DE JOURNALISTES

Les journalistes continuent d'être en première ligne des restrictions à la liberté d'expression dans la région. La détention de journalistes a été la deuxième violation la plus fréquemment signalée dans la région au cours de l'année écoulée.

Les autorités ont détenu des journalistes pour un certain nombre de raisons. Au Liban, des rapports font état d'une tendance inquiétante des autorités à harceler, interroger et détenir arbitrai rement des journalistes, comme ce fut le cas pour le journaliste syrien Abdel Hafez al-Houlani, qui a été détenu sans inculpation en raison de ses reportages sur les droits des réfugiés, tandis qu'en Iran, le journaliste Yashar Soltani a été condamné à cinq ans de prison après avoir dénoncé une corruption étendue.

Des journalistes ont également été détenus pour avoir critiqué les autorités, les institutions et les responsables de l'État, comme on l'a vu lorsque l'écrivain syrien Souleman Yousph a été détenu pendant des jours sans inculpation pour avoir critiqué l'Union démocratique kurde. Au Yémen, le journaliste Sabri Salmeen Bin Makhashin a été détenu pour avoir critiqué un gouverneur sur les réseaux sociaux, tandis qu'en Libye, le journaliste Ismail <u>Bouzreeba al-Zway</u> a été détenu arbitrairement et sans inculpation pendant des semaines, accusé de travailler pour la télévision Al-Nabaa, qui a critiqué l'armée nationale libyenne.

Les États de la région MENA ont également arrêté et placé en détention des blogueurs et des militants en ligne pour avoir exprimé des opinions dissidentes, comme l'ont montré les détentions des internautes omanais <u>Sultan Al-Maktoumi</u>, Salem Al-Arimi et Hatem Al-Maliki pour avoir exprimé des positions pro-palestiniennes, et la détention de la militante tunisienne Sahbi Amri, qui a critiqué les procureurs sur les réseaux sociaux pour ne pas avoir ouvert d'enquête sur la corruption de l'État. L'un des cas les plus graves est celui de la journaliste marocaine Hajar Raissouni, qui a été condamnée à tort à un an de prison pour avoir prétendument pratiqué un avortement illégal et eu des relations sexuelles avant le mariage, le véritable motif étant la suppression de son droit à la liberté d'expression. Hajar a été graciée en octobre 2019, mais n'a pas été acquittée.



iri Lanka | Dinuka Liyanawatte/ REUTERS

HARCÈLEMENT

La troisième violation la plus fréquemment signalée dans la région MENA est le harcèlement. Le harcèlement a pris diverses formes, notamment l'expulsion et le refus d'entrée, comme on l'a vu en Israël, où des activistes comme Omar Shakir, directeur de Human Rights Watch pour Israël et la Palestine, ont reçu l'ordre de quitter le pays, et où un étudiant palestino-américain s'est vu refuser l'entrée et a été retenu pendant 15 jours à l'aéroport en vertu des tristement célèbres lois de boycott du pays. Le harcèlement judiciaire a également été utilisé par les autorités, par exemple au Maroc, où le défenseur des droits humains et journaliste Omar Radi a été convoqué par les autorités, soumis à un interrogatoire de quatre heures au sujet d'un post sur Twitter qui critiquait un juge, et ensuite libéré sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Au Maroc, les autorités ont harcelé les médias en effectuant des descentes dans leurs bureaux, comme on l'a vu lors de la perquisition du bureau de Nessma TV et de la confiscation de matériel dans le cadre de ce qui était visiblement une attaque à motivation politique visant à les réduire au silence.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE **CROISSANTE FACE À** LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

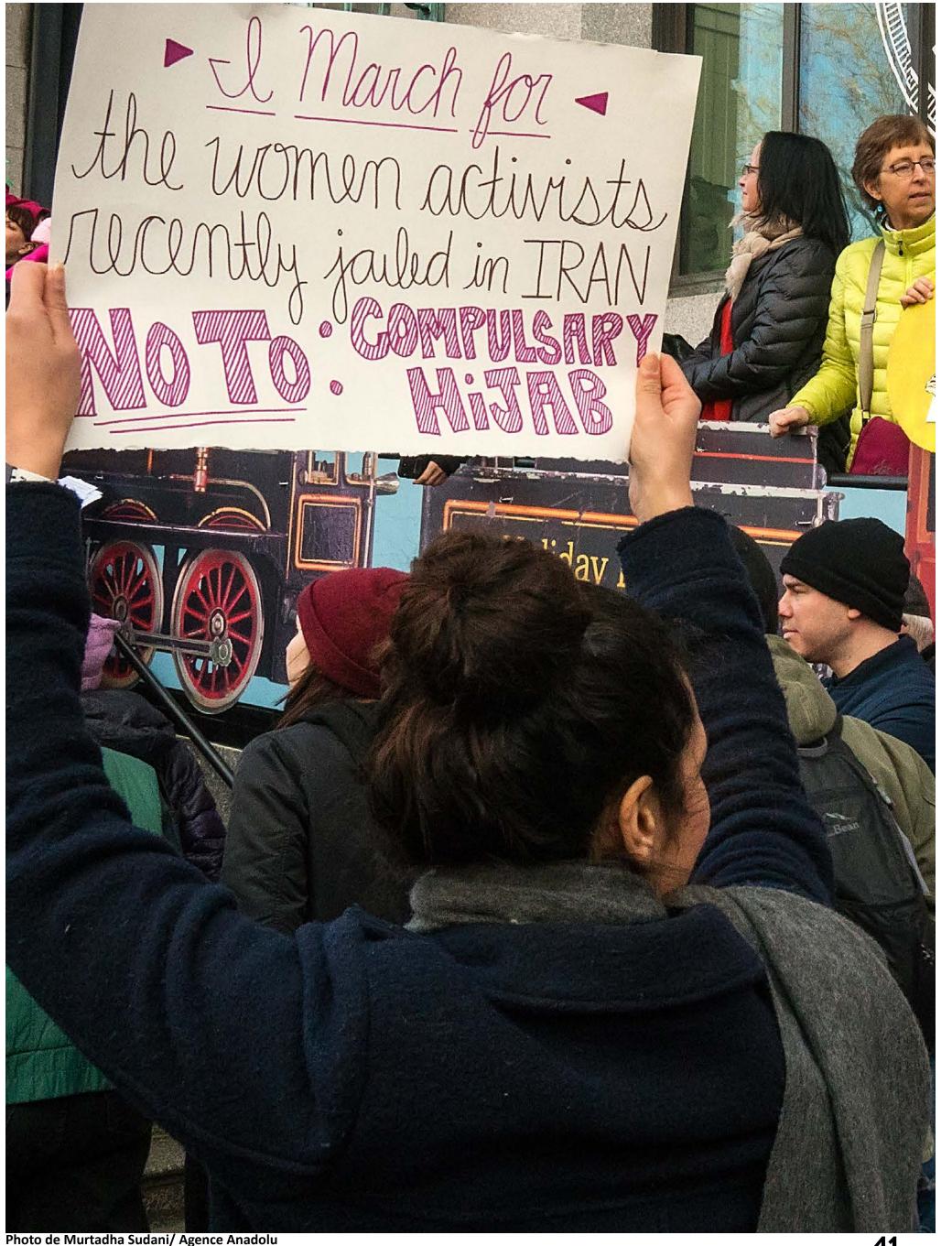
LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

LES FEMMES: AFFECTÉES PAR LES RESTRICTIONS DE MANIÈRE DISPROPORTIONNÉE

La région conserve la tendance révélée par nos constatations de l'année dernière : les femmes et les militantes qui militent pour les droits et l'autonomisation des femmes sont ciblées par les autorités.

Au Bahreïn, les défenseures des droits humains <u>Hajer Mansoor, Najah Yusuf et</u> Medina Ali ont fait l'objet de <u>représailles</u> dans la prison d'Isa Town après que leur cas eut été soulevé par l'ONU et le Parlement britannique ; Najah Yousuf a révélé qu'elle avait été violée après avoir été emprisonnée pour avoir protesté contre le fait que le régime répressif accueillait le Grand Prix de Formule 1. Les autorités iraniennes ont arrêté trois défenseures des droits humains, <u>l'avocate Hoda Amid, la sociologue</u> Najmeh Vahedi et l'étudiante en études de genre Rezvaneh Mohammadi, dans le cadre d'ateliers de formation sur l'égalité des droits au mariage et d'autres activités de défense des droits des femmes. Des défenseures des droits des femmes iraniennes ont également été condamnées à des peines allant de 10 à plus de 30 ans de prison pour avoir <u>retiré leur hijab</u> ou encouragé d'autres femmes à le faire, notamment l'avocate Nasrin Sotoudeh, qui a été condamnée à 38 ans de prison et à 149 coups de fouet pour avoir représenté deux femmes qui étaient accusées d'avoir retiré leur hijab en public et avoir fondé une organisation de la société civile qui fait campagne contre la peine de mort. En Irak, <u>Dr Su'ad Al-Ali</u>, une défenseure des droits humains, a été assassinée par un inconnu après avoir dirigé une manifestation à Bassorah en juillet 2018 qui a déclenché une vague de protestations dans plusieurs autres villes.

En Arabie saoudite, les défenseures des droits humains détenues depuis mai 2018 ont subi des actes de torture, notamment des agressions et des harcèlements sexuels, et plus d'une vingtaine d'entre elles sont toujours en prison sans avoir été condamnées, dont Loujain Al-Hathloul, Samar Badawi et Nassima Al-Sadah, ainsi qu'<u>Israa Al-Ghomgham</u>, qui a été inculpée et détenue pour avoir participé à des manifestations pacifiques en 2015. En Oman, l'avocate et écrivaine spécialiste des droits humains Basma Al-Keumy a été régulièrement victime de harcèlement de la part des autorités en raison de son travail de défense des droits humains et de sa décision de ne pas porter le hijab.





UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ

EVOLUTIONS POSITIVES

Notre analyse a également montré des développements positifs dans le domaine de l'espace civique au cours de l'année. En Tunisie, la Cour d'appel de Tunis a statué en faveur de l'<u>organisation de défense des droits des LGBTQI Shams</u>, estimant que le gouvernement n'avait pas de raisons de fermer l'organisation. En Jordanie, les autorités ont retiré les projets de <u>loi restrictifs sur la cybercriminalité</u> après le refus de la société civile.

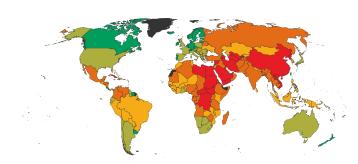
UN PAYS PRÉOCCUPANT: L'IRAK

Les libertés de réunion et d'expression pacifiques ont été gravement menacées en Irak au cours de l'année écoulée. Des journalistes et des écrivains, dont le Dr Alaa Mashthob Abboud et le <u>photojournaliste Samer Ali Hussain</u>, ont été tués et de nombreux autres arrêtés, tandis que le gouvernement irakien cherchait également à introduire une nouvelle loi sur la cybercriminalité qui porterait gravement atteinte au droit à la liberté d'expression et imposerait des peines sévères aux militants d'Internet et aux blogueurs. En outre, les manifestations qui ont commencé en juillet 2018 pour réclamer l'amélioration de la prestation des services essentiels et la fin de la corruption ont continué à s'intensifier pendant une grande partie de l'année dans plusieurs villes d'Irak.

Lors d'une <u>récente vague de protestations</u> qui a débuté le 1er octobre 2019, les manifestants ont été accueillis dans divers endroits avec une force excessive, notamment par les forces de sécurité qui ont tiré à balles réelles directement sur la foule et utilisé des grenades paralysantes, des canons à eau avec de l'eau chaude et des gaz lacrymogènes contre les manifestants, faisant plus de <u>300 morts et plus de 10 000 blessés</u> depuis début octobre. En outre, plus de 800 manifestants ont été arrêtés au cours des 10 premiers jours de manifestations seulement. Parmi les victimes figurent les journalistes Amanj Babany et Lana Mohammady et leur enfant, qui ont été abattus dans leur voiture au Kurdistan irakien le 16 octobre 2019.



Algérie | Photo de Mustafa Hassona/ Agence Anadolu



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ

RECOMMANDATIONS

POUR LES ÉTATS:

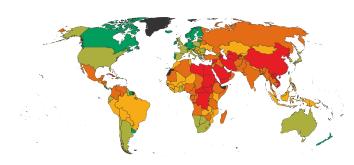
- Reconnaître et affirmer explicitement le travail et la légitimité des défenseurs des droits humains et des journalistes, et soutenir publiquement leur travail. Prendre des mesures pour promouvoir un environnement sûr, respectueux et favorable à la société civile, et travailler avec les groupes de la société civile pour établir des mécanismes de protection nationaux efficaces qui répondent aux besoins des personnes exposées.
- Garantir la protection de la liberté d'expression sous toutes ses formes et s'abstenir de censurer les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Toute restriction doit être établie conformément à un ordre émanant d'une autorité judiciaire indépendante et impartiale, et dans le respect des procédures légales et des normes de légalité, de nécessité et de légitimité. Les entreprises ne doivent pas non plus céder aux demandes de censure qui ne sont pas conformes aux normes internationales en matière de droits humains.
- Adopter des mesures pour lutter contre l'impunité des violations commises à l'encontre des journalistes et des défenseurs des droits humains en veillant à ce que ces violations fassent l'objet d'enquêtes indépendantes et rapides et que leurs auteurs soient traduits en justice.
- Réviser et, si nécessaire, mettre à jour la formation actuelle aux droits humains pour les forces de police et de sécurité avec l'aide d'OSC indépendantes. Cela encouragera l'application cohérente des lois et des normes internationales en matière de droits humains lors des manifestations, notamment les principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu. Cela devrait être accompagné de garanties visant à promouvoir la reddition de comptes lorsque des violations se produisent pendant la surveillance des manifestations.
- Tous les États devraient adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations unies et accorder la priorité aux visites officielles, en particulier celles du rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, du rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association.

POUR LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ET REGIONAUX:

- Faire pression sur les États pour qu'ils abrogent ou modifient sensiblement les lois restrictives qui ne sont pas conformes au droit international et aux normes relatives à la protection de la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression.
- Protéger et ouvrir des espaces pour que la société civile puisse faire valoir ses revendications et participer à la prise de décision. Renforcer les mécanismes existants et établir de nouveaux mécanismes pour faire face aux représailles contre les défenseurs des droits humains qui coopèrent avec les mécanismes régionaux et internationaux.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les militants et les acteurs de la société civile ne soient pas mis en danger à cause des informations qu'ils fournissent, et contester publiquement les États qui imposent des restrictions à la participation de la société civile.

POUR LES DONATEURS:

- Fournir un soutien structurel à long terme et sans restriction à la société civile dans les pays où les États sont de plus en plus restrictifs. Apporter un soutien ciblé aux groupes engagés dans des activités de plaidoyer dans des pays où l'espace civique se détériore rapidement.
- Adopter des approches participatives pour l'octroi de subventions. Inclure les organisations des droits humains dans la conception des programmes et dans l'évaluation de la situation avec les OSC, et participer à toutes les étapes, même après l'octroi de la subvention, afin de créer des stratégies d'adaptation et de réaffectation avec les bénéficiaires lorsqu'un environnement de travail difficile l'exige.
- Donner la priorité à la sécurité. Dans les cas sensibles, il convient de trouver un équilibre entre les besoins de transparence et de sécurité. Protéger la confidentialité des informations clés, telles que l'identité, le travail, les activités et l'emplacement des défenseurs des droits humains sous surveillance ou victimes de harcèlement constant, dans des contextes où le travail de la société civile en faveur des droits humains est criminalisé. Soutenir les programmes visant à garantir que les défenseurs des droits humains disposent de la formation, des compétences et des équipements adéquats pour effectuer leur travail en toute sécurité.



UNE CRISE CONTINUE DE L'ESPACE CIVIQUE

2019 : UNE ANNÉE DE LUTTE DANS LES RUES

INTOLÉRANCE CROISSANTE FACE À LA DISSIDENCE

DIFFÉRENCES ET SIMILITUDES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

POINTS POSITIFS

AFRIQUE

AMÈRIQUES

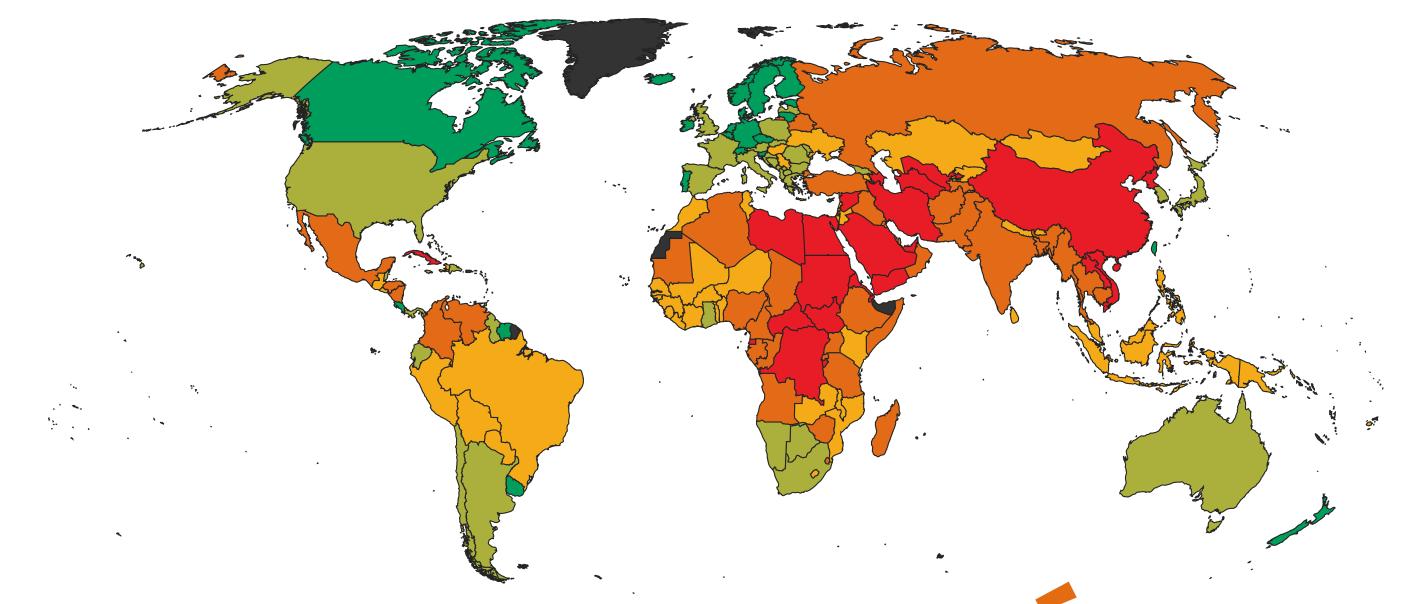
ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE
LE POUVOIR
DU PEUPLE
ATTAQUÉ



CLASSIFICATION RÉGIONALE

Afrique: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Comorres, Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sud-Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

Amériques: Antigua et Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbades, Bélize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Equateur, Etats-Unis, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominiquaine, Sainte-Lucie, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

Asie et Pacifique: Afghanistan, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Fidji, Iles Marshall, Iles Salomon, Inde,

Indonésie, Japon, Kiribati, Laos, Malaysie, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palau, Papouasie Nouvelle Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Taïwan, Thailande, Timor Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Vietnam.

Europe et Asie Centrale : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kosovo, Kyrgyzistan, Lettonie, Liechtenstein, Littuanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Moldavie, Monaco, Monténegro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine.

Moyen Orient et Afrique du Nord: Algérie, Arabie Saoudie, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen.



CIVICUS: ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

25 OWL STREET, 6^{ème} ÉTAGE JOHANNESBOURG, AFRIQUE DU SUD 2092

TÉLÉPHONE: +27 (0)11 833 5959 EMAIL: MONITOR@CIVICUS.ORG



SITE WEB: MONITOR.CIVICUS.ORG